



Alger	: 29°	24°
Oran	: 33°	23°
Annaba	: 38°	25°
Béjaïa	: 27°	22°
Tamanrasset:	38°	30°

ALGÉRIE - NIGER

Entretiens élargis entre le président de la République et la délégation de la République du Niger

P. 24

DÉCÈS DU DOYEN DE LA FAMILLE AL-SABAH

Le président Tebboune présente ses condoléances à l'Emir de l'Etat du Koweït

P. 24

24 MORTS DANS UN EFFONDREMENT À KAMPALA

Le président de la République présente ses condoléances à son homologue ougandais

P. 24

REPRÉSENTATION DE L'AFRIQUE AU CONSEIL DE SÉCURITÉ

L'Algérie plaide pour redresser le tort historique infligé au continent

Le Secrétaire général du ministère des Affaires étrangères et de la Communauté nationale à l'étranger, M. Lounès Magramane, a réitéré, lundi à New York, la conviction de l'Algérie quant au besoin du Conseil de sécurité de l'ONU, aujourd'hui, de la voix africaine, appelant à la nécessité de redresser le tort historique infligé au continent qui manque d'une représentation efficiente au Conseil. M. Magramane s'exprimait lors de sa participation à un débat de haut niveau au Conseil de sécurité de l'ONU intitulé "Redresser le tort historique et renforcer la représentation efficiente de l'Afrique au Conseil de sécurité des Nations unies", présidé par le président de la République de Sierra Leone, M. Julius Maada Bio, en sa qualité de président du Conseil de sécurité pour le mois d'août 2024. A l'entame de son allocution, M. Magramane a transmis les salutations du président de la République, M. Abdelmadjid Tebboune ainsi que ses meilleurs vœux de succès pour ce débat, à son homologue sierraléonais, coordonnateur du Comité des dix de l'Union africaine (C10), sur la réforme du Conseil de sécurité des Nations unies. P. 24



FINANCES

M. Faïd préside une réunion sur la modernisation du marché des valeurs du Trésor

P. 6

LUTTE CONTRE LES INCENDIES

Une capacité d'analyse et d'adaptation remarquable de la Protection civile

P. 8

PRÉSIDENTIELLE DU 7 SEPTEMBRE

La société civile, un support fondamental de l'opération électorale (Benbraham)

P. 3

SANTÉ

DIABÈTE GESTATIONNEL

Les causes et les traitements de ce diabète de grossesse

Pp 12-13

FOOTBALL

LIGUE 1 MOBILIS - TRANSFERTS

Le défenseur de l'US Biskra, Hamza Salem rejoint le Paradou AC

P. 22



DJAMAË EL-DJAZAÏR

Conférence intellectuelle et littéraire en solidarité avec le peuple palestinien

P. 3

LUTTE CONTRE LA CRIMINALITÉ

Saisie de 2,5 kg de kif traité et arrestation de 7 individus à Alger (Sûreté nationale)

P. 2

MOUDJAHIDINE

Oum El Bouaghi: décès du Moudjahid Mohamed-Cherif Kali

Le Moudjahid Mohamed-Cherif Kali, dit Abdelali, est décédé lundi soir à Oum El Bouaghi à l'âge de 93 ans, a appris l'APS, mardi, de la directrice de wilaya des Moudjahidine et des ayants-droit, Marikha Sahraoui.

La même responsable a précisé que le défunt, né le 15 octobre 1931 dans la wilaya d'Oum El Bouaghi, et issu d'une famille de Moudjahidine, avait mené son combat sur le sol français au sein de la Fédération du Front de libération nationale (FLN) en France où il milita entre 1960 et 1962.

Le corps du défunt sera inhumé mardi après-midi à Oum El Bouaghi, selon la même source.

BANQUES

Ouverture d'une nouvelle agence du Crédit populaire d'Algérie à In Guezzam

Une nouvelle agence du Crédit populaire d'Algérie (CPA) a été ouverte mardi dans la wilaya d'In Guezzam, à l'extrême Sud du pays, en présence des autorités locales et des cadres de cet établissement financier.

L'inauguration de cette nouvelle agence qui porte le code "381" s'inscrit dans le cadre de l'extension du réseau des agences du Crédit populaire d'Algérie à travers les différentes régions du pays, à l'effet de rapprocher ses structures du citoyen et assurer ses prestations bancaires, ainsi que pour accompagner les investisseurs de la région dans la concrétisation de leurs projets, ont indiqué des responsables de la banque.

La nouvelle structure bancaire du CPA sise à la cité 50 logements dans la ville d'In Guezzam, proposera ainsi une panoplie de produits bancaires à ses clients, toutes catégories confondues (les professionnels, les entreprises, etc), a-t-on expliqué.

A cette occasion, le wali d'In Guezzam, Fayçal Amrouche, a souligné l'importance de l'ouverture de cet établissement bancaire qui permettra d'assurer des services bancaires au profit des citoyens de la région, et accompagnera les efforts de l'investissement et du développement local dans cette wilaya frontalière.

SÉISME

Une secousse tellurique de magnitude 3,9 degrés à Sétif (CRAAG)

Une secousse tellurique de magnitude 3,9 degrés sur l'échelle ouverte de Richter a été enregistrée mardi à 03h38 (heure locale) dans la wilaya de Sétif, indique le Centre de recherche en astronomie astrophysique et géophysique (CRAAG) dans un communiqué. L'épicentre de la secousse a été localisé à 02 km au sud-ouest de Beni Aziz dans la même wilaya, précise la même source.

MOSTAGANEM

Deux décès par noyade dans un bassin d'eau (Protection civile)

Deux enfants sont morts par noyade dans un bassin d'eau, dans la commune de Oued El-Kheir (Mostaganem) a-t-on appris, lundi, auprès de la direction de wilaya de la Protection civile.

L'unité de la protection civile d'Oued El-Kheir est intervenue, dimanche soir, après avoir reçu un appel concernant deux enfants tombés dans un bassin d'eau utilisé pour l'irrigation dans le village de Menasria, dans la commune de Oued El-Kheir.

Après l'évacuation des deux victimes vers le service des urgences médico-chirurgicales de l'établissement hospitalier "Ladjel Beltrache" à Ain Tedeles, le médecin de garde a constaté leur décès, a ajouté la même source.

Les corps des deux enfants, âgés de 5 et 8 ans, ont été déposés à la morgue du même établissement hospitalier, a-t-on indiqué.

ACCIDENTS DE LA ROUTE

45 morts et 2038 blessés en une semaine (Protection civile)



Quarante-cinq (45) personnes sont décédées et 2038 autres ont été blessées dans 1611 accidents de la route survenus durant la période du 4 au 10 août à travers plusieurs wilayas du pays, indique mardi un bilan de la Protection civile. Le bilan le plus lourd a été enregistré dans la wilaya de Mostaganem où 6 personnes sont mortes et 77 autres ont été blessées, suite à 65 accidents de la circulation, précise la même source.

Durant la même période, les secours de la Protection civile sont intervenus pour l'extinction de 2107 incendies urbains, industriels et divers, dont les plus importants à Alger, Blida et Constantine.

En outre, 5360 interventions ont été effectuées durant la même période pour le sauvetage de 428 personnes en situation de danger et l'exécution de 4686 opérations diverses d'assistance.

LUTTE CONTRE L'IMMIGRATION CLANDESTINE

Mostaganem : démantèlement d'un réseau criminel d'organisation de traversées clandestines par mer (Sûreté)



Les services de police de Mostaganem ont réussi à démanteler un réseau criminel spécialisé dans l'organisation de traversées clandestines par mer, composé de six individus, a indiqué, mardi, un communiqué de la Sûreté de wilaya. La même source a précisé que l'opération est intervenue suite à une patrouille effectuée par les services de police de la deuxième Sûreté urbaine de la ville de Mostaganem, en coordination avec la Brigade de lutte contre le trafic de migrants et de traite d'êtres humains, relevant de la Sûreté de wilaya, au cours de laquelle un ressortissant étranger résidant illégalement sur le territoire national a été arrêté.

Les recherches menées par la brigade ont démontré que le suspect s'apprêtait à quitter illégalement le territoire national à partir des plages de la wilaya de Mostaganem, et ce en compagnie de cinq autres suspects originaires de Mostaganem et de Tipaza, a ajouté le communiqué.

L'identification du principal suspect et de ses complices a permis de les arrêter, en peu de temps, et leurs domiciles ont été perquisitionnés en vertu d'un mandat délivré par le parquet territorialement compétent, où la police a trouvé un moteur et un réservoir d'essence pour embarcation, a-t-on expliqué.

Au cours de l'enquête, il a été constaté que les suspects attiraient des ressortissants étrangers pour les transporter de l'autre côté de la Méditerranée à partir des rives de la wilaya de Mostaganem, selon la même source.

Après l'accomplissement de l'ensemble des procédures légales, les suspects ont été déferés devant les instances judiciaires territorialement compétentes, a-t-on indiqué.

LUTTE CONTRE LA CRIMINALITÉ

Saisie de 2,5 kg de kif traité et arrestation de 7 individus à Alger (Sûreté nationale)



Les services de la Sûreté de wilaya d'Alger, représentés par la brigade de la police judiciaire de Baraki ont arrêté 7 individus qui s'adonnaient au trafic de drogues et de comprimés psychotropes et saisi 2,5 kg de kif traité, a indiqué, lundi, un communiqué de ces services.

"Les services de la Sûreté de wilaya d'Alger, représentés par la brigade de la police judiciaire de Baraki ont arrêté un groupe criminel organisé composé de 7 individus dans une affaire de trafic illicite de drogues et de comprimés psychotropes et saisi 2,5 kg de kif traité", ajoute le communiqué.

Après recherches et investigations, "les membres du réseau criminel ont été identifiés avec la localisation de leurs zones d'activité au niveau de plusieurs communes à Baraki", a-t-on ajouté.

"La perquisition des domiciles des suspects a permis la saisie de 2,5 kg de kif traité, 43 comprimés de drogues dures et une somme de 1.857.000 DA de revenus générés par cette activité illicite", précise la même source.

Les accusés ont été présentés devant le parquet territorialement compétent pour "trafic illicite de drogues et de comprimés psychotropes", conclut le document.

Alger : une bande de quartier semant la terreur à Birkhadem neutralisée (Sûreté de wilaya)

Les services de sûreté de la wilaya d'Alger, représentés par la brigade mobile de la police judiciaire (BMPJ) relevant de la sûreté de la circonscription administrative de Bir Mourad Raïs, ont procédé au démantèlement d'une bande qui semait la terreur parmi les habitants de Birkhadem, et à la saisie d'armes blanches de différentes catégories, indique mardi un communiqué de ces services.

Les services de sûreté de la wilaya d'Alger, représentés par la brigade mobile de la police judiciaire relevant de la Sûreté de la circonscription administrative de Bir Mourad Raïs, "ont arrêté 15 suspects, dont des repris de justice, qui actuaient au sein d'une bande semant la terreur parmi les habitants de Birkhadem, outre la saisie d'armes blanches de différentes catégories", précise le communiqué. L'opération a été enclenchée "après la réception d'un appel au niveau du centre de commandement et de contrôle de la sûreté de la wilaya d'Alger via le numéro vert 48-15 signalant une violente rixe avec des armes blanches prohibées, des produits pyrotechniques et des bâtons entre un groupe d'individus et des repris de justice au niveau d'un quartier de la commune de Birkhadem, ayant fait plusieurs blessés", ajoute la même source. Suite à cet appel, les éléments de la brigade mobile se sont rendus sur place, où "15 suspects ont été arrêtés, et 11 armes blanches de différentes catégories et tailles, 3 bâtons et des produits pyrotechniques ont été saisis".

Après achèvement des procédures légales, les suspects ont été présentés devant le parquet territorialement compétent pour "constitution d'une bande semant la terreur, rixe sur la voie publique avec des armes blanches prohibées, et atteinte à l'ordre public", conclut le communiqué.

PRÉSIDENTIELLE DU 7 SEPTEMBRE

La société civile, un support fondamental de l'opération électorale (Benbraham)

Le président de l'Observatoire national de la société civile (ONSC), Noureddine Benbraham a souligné, hier à Mostaganem, que la société civile est un support fondamental de l'opération électorale.

Intervenant lors d'une rencontre régionale interactive sur "le rôle de la société civile dans les opérations de sensibilisation électorale pour la participation à l'élection présidentielle", M. Benbraham a souligné que "la société civile a une importante mission, lors de la prochaine présidentielle, en tant que support essentiel à l'opération électorale, à travers la sensibilisation, l'éducation électorale, qui est, aujourd'hui, au cœur de la démocratie".

Le même intervenant a ajouté que "la démocratie participative a donné à la société civile des rôles supplémentaires, qui sont

largement répandus et présentent une grande diversité au niveau des thématiques et des groupes sociaux, ce qui nécessite qu'elle doit avoir une représentation pour défendre les acquis, d'une part, et plaider pour les préoccupations quotidiennes et les besoins des citoyens".

Après avoir rappelé l'importance de la prochaine échéance électorale, M. Benbraham a souligné que "renforcer l'appartenance à travers l'esprit révolutionnaire et le rassemblement des Algériens autour de l'unité nationale est l'un des acquis qu'il faut défendre, car il s'agit d'une des étapes de la construction politique dans

ses différentes dimensions économiques, sociales, sécuritaires et diplomatiques".

Le président de l'ONSC a souligné devant des participants des wilayas de Mostaganem, Relizane, Saïda et Tiaret à cette rencontre "la nécessité que la société civile accompagne la dynamique économique et sociale prévalant dans le pays, notamment concernant la promotion de la vie quotidienne des citoyens, le renforcement du lien social pour faire face aux différents défis".

Après avoir salué les acquis réalisés, M. Benbraham a appelé à se rendre massivement aux urnes, le 7 septembre, pour confirmer la

renaissance nationale, réaliser le développement durable et garantir la stabilité du pays.

Le même intervenant a également évoqué les positions de l'Algérie concernant les questions palestiniennes et sahraouie, indiquant que sa voix est toujours forte et le restera à l'avenir.

Lors de cette rencontre régionale, deux ateliers ont été organisés au profit des acteurs de la société civile des quatre wilayas sur le rôle de cette société dans le processus électoral et l'éducation électorale pour participer à l'élection présidentielle, en présence de professeurs d'université et d'experts.

L'association Iqraa appelle à une "forte participation"

L'association "Iqraa" a appelé mardi à partir de Tizi-Ouzou où elle tient son université d'été à une "forte participation" à l'élection présidentielle du 7 septembre prochain pour "consolider la stabilité du pays".

"Notre association fait siennes les aspirations de chaque Algérien envers son pays et appelle l'ensemble des Algériens, notamment, la jeunesse, à une participation massive lors de l'élection présidentielle du 7 septembre prochain pour consolider la stabilité du pays", a déclaré

le président d'Iqraa, Hocine Khelid, à l'APS. M. Khelid a expliqué que "le contexte international et régional n'augure rien de bon et la forte participation à l'élection présidentielle du 7 septembre prochain est un message pour montrer l'attachement et l'engagement de chaque Algérien à la souveraineté et la stabilité de son pays".

Quatre (4) wilayas, à savoir, Adrar, Tlemcen, Ain Defla et Alger prennent part à l'université d'été de l'association Iqraa, consacrée à la gestion des bureaux

régionaux de l'association qui a pour principale mission l'alphabetisation, et à son passage à la numérisation. La numérisation, a expliqué M. Khelid, "nécessite un élargissement du champ d'alphabetisation à toutes les catégories de la société, même celles instruites et qui ne maîtrisent pas forcément les nouvelles technologies". Créée en 1990, l'association Iqraa, d'utilité publique, a contribué à ce jour à l'alphabetisation de plus de deux (2) millions de personnes, selon son premier responsable.

Tlemcen: des mesures d'organisation strictes en prévision de la campagne électorale

La Délégation de la wilaya de Tlemcen de l'Autorité nationale indépendante des élections (ANIE) a mis en œuvre une série de mesures organisationnelles strictes en prévision de la campagne électorale de l'élection présidentielle du 7 septembre prochain, a-t-on appris de cette instance. Le Coordinateur

local de la Délégation, Mohamed Mahdjoub, a déclaré à l'APS que dans le but d'assurer le bon déroulement de la campagne électorale, prévue jeudi, une série de mesures a été prise, ayant porté, notamment, sur le recensement des infrastructures et des espaces destinés à abriter les meetings populaires des trois

candidats ou de leurs représentants, dans le cadre de cette échéance.

Dans cette optique, 81 espaces et sites, notamment des infrastructures sportives et des établissements culturels, répartis à travers les différentes communes de la wilaya, ont été retenus pour abriter les meetings popu-

laires et les rencontres prévus dans le cadre de la campagne électorale, a précisé la même source.

Par ailleurs, pas moins de 825 espaces publics, répartis à travers toutes les communes de la wilaya ont été réservés à l'affichage électoral des trois candidats, a fait savoir M. Mahdjoub.

DÉVELOPPEMENT

D'importants acquis dans la lutte contre les vulnérabilités et la consécration de l'équité sociale entre 2019-2023 (CNESE)

Le Conseil national économique, social et environnemental (CNESE) a souligné, dans son dernier rapport sur le développement social et humain, les acquis réalisés au cours de la période 2019-2023 dans le domaine de la lutte contre les vulnérabilités et de la consécration de l'équité sociale.

Dans son rapport intitulé "Développement social et humain, principales réalisations et enjeux", dont l'APS a obtenu une copie, le CNESE a indiqué que la période 2019-2023 a été marquée par une série d'actions dans le cadre de la lutte contre la pauvreté et les inégalités sociales et de soutien aux personnes vulnérables, à travers notamment des mesures de revalorisation des salaires, des pensions et allocations de retraite, des programmes ciblant des catégories spécifiques et les familles démunies, ainsi que l'intégration économique de la femme.

La mise en œuvre d'un plan de développement massive des zones défavorisées a également amélioré les conditions de vie des citoyens en fournissant des services de base tels que l'électricité, le gaz, l'eau, les routes, les écoles et les services de santé de proximité, a précisé le même document.

Dans ce contexte, le CNESE a mis en avant les mesures prises pour améliorer le pouvoir d'achat des ménages afin d'atténuer l'impact de la hausse des prix en particulier en faveur des plus vulnérables, dont la hausse en 2020 du SNMG de 18.000 DA à 20.000 DA par mois.

L'Etat a procédé aussi à l'augmentation des salaires des fonctionnaires de 4.500 DA à 8.500 DA en fonction des catégories effectuée en deux étapes, la première à partir du 1er janvier 2023, tandis que la deuxième intervenait en début 2024, a noté le rapport.

Il a été également procédé à la revalorisation des pensions et allocations de retraite à partir du 1er mai 2023, de 3

à 5% selon les niveaux des pensions, a rappelé le rapport tout en évoquant la révision de la loi relative à la retraite, avec l'introduction de nouvelles dispositions telle que le montant annuel de la pension de retraite qui ne peut être inférieur au montant annuel du SNMG et l'allocation de retraite pour les travailleurs d'au moins 60 ans ayant validé au moins 5 ans ou 20 trimestres.

Parmi les autres acquis, le CNESE a cité l'allocation forfaitaire de solidarité (AFS) augmentée de 10.000 à 12.000 DA/mois pour les handicapés d'incapacité de 100% ayant plus de 18 ans sans ressource, de 3000 à 7000 DA/mois pour les handicapés de moins de 18 ans, ainsi que les familles ayant à charge des handicapés.

Les bénéficiaires de l'AFS a augmenté de 11% atteignant 1.034.410 en 2023, contre 930.008 en 2019, selon le rapport.

Intégration économique de la femme: des avancées notables enregistrées

Les mesures comprennent également l'instauration en 2022 d'une allocation chômage de 13.000 DA, avant d'être relevée à 15.000 DA/mois, en janvier 2023, en faveur des chômeurs âgés de 19 à 40 ans pour subvenir à leurs besoins de base durant cette période.

Ces décisions ont été accompagnées par la mise en œuvre d'un certain nombre de programmes dans le cadre d'actions sociales de solidarité nationale au profit des catégories spécifiques, a soutenu le CNESE.

Abordant le programme d'appui à l'adhésion de la femme à la production nationale, le CNESE a relevé des "avancées notables" précisant que 27.257 femmes ont bénéficié de microcrédits, 27.549 femmes ont eu accès à la formation professionnelle et 137.849 femmes artisanes qui ont créé 84.993 emplois à travers 1272 communes. Dans le

**DJAMAË EL-DJAZAÏR
Conférence intellectuelle et littéraire en solidarité avec le peuple palestinien**

Le Centre culturel de Djamaï El-Djazaïr a organisé, lundi à Alger, une rencontre intellectuelle et littéraire durant laquelle les participants ont exprimé leur soutien à la cause palestinienne sur fond du génocide perpétré contre le peuple palestinien à Gaza.

Le recteur de Djamaï El-Djazaïr, cheikh Mohamed Maâmoun Al Kacimi Al Hoceini a affirmé, dans une allocution lu en son nom par le Directeur de cabinet de Djamaï El-Djazaïr, Bouzid Boumediene, que "la Palestine est intimement ancrée dans la pensée des intellectuels à travers la poésie et la littérature, parmi lesquels de nombreux figures algériennes qui ont évoqué la cause palestinienne dans des articles et des textes littéraires pour dénoncer le complot mondial ourdi contre la Palestine et exprimer la conviction du peuple algérien de la justice de la cause palestinienne".

Il a cité les savants et les intellectuels algériens du mouvement national qui ont défendu cette cause juste par leurs écrits à l'instar du savant Abdelhamid Ben Badis, cheikh Mohamed Bachir El Ibrahim et Kateb Yacine, ce dernier ayant consacré à cette cause plusieurs de ses pièces théâtrales, pour ne citer que "Palestine trahie".

"La première génération d'intellectuels et de pionniers du Mouvement national a instauré la tradition de soutien aux causes de libération au monde, en témoigne la Guerre de libération de 1954 qui a permis de diffuser ce devoir moral, politique et religieux en faveur du droit des peuples à l'indépendance", a-t-il soutenu, affirmant que "les causes sahraouie et palestinienne sont des questions fondamentales pour l'Algérie et le président de la République, M. Abdelmadjid Tebboune".

Le même intervenant a affirmé que les poètes à l'image de Moufidi Zakaria, ont défendu la révolution algérienne depuis son déclenchement à travers la poésie, et il en est de même pour la cause palestinienne pour laquelle le poète Mahmoud Darwiche a récité en Algérie en 1982 son poème intitulé "Madih Adhil Al-Aali".

Par ailleurs, les enseignants universitaires Mechri Benkhalifa et Rabah Kheddouci ont affirmé que "l'intellectuel algérien considère la cause palestinienne comme étant sa propre cause à travers la diffusion des recueils de nouvelles, des romans et des poèmes exprimant la douleur humaine face à l'injustice et au génocide contre le peuple palestinien". Pour le poète Achour Fenni, la cause palestinienne était "une question nationale et éducative, car de nombreux poètes dans le monde lui témoignent du respect, notamment en Amérique latine et dans tous les forums mondiaux de poésie".

cadre du désenclavement des zones défavorisées, le recensement effectué a permis d'identifier 12.561 zones d'ombre, situées dans 1361 communes, regroupant un total de 6,8 millions de personnes.

Ces régions ont bénéficié de 29.541 projets de développement d'un budget de 453 milliards DA, permettant le raccordement à l'eau potable de 585.000 foyers, au réseau d'assainissement pour plus de 300.000 foyers et à l'électricité pour plus de 100.000 foyers et l'installation de 8000 panneaux solaires, tandis que plus de 200.000 foyers ont bénéficié du gaz naturel.

Ces zones ont bénéficié aussi de 104 nouvelles écoles et le réaménagement de 1000 autres, la réhabilitation de 9000 km de routes et l'ouverture de 5000 km de pistes, de 149 nouvelles salles de soins, le réaménagement de 510 salles et l'équipement de 187 salles de soins.

En matière d'emploi, le rapport a fait état d'une offre de 439.508 postes à travers l'Agence nationale de l'emploi (Anem) en 2023, contre 379.051 en 2021, en hausse de 15,9%, outre l'intégration de plus de 554.000 bénéficiaires du programme d'insertion des diplômés (PID) au 31 janvier 2023, dont 320.000 pour le seul dispositif DAIP, intégrés dans les administrations et entreprises publiques.

En parallèle, des mesures ont été prises pour la mise en place d'un écosystème favorable à la création des startups, en encourageant l'entrepreneuriat des étudiants, soutenu par le redéploiement des organismes de soutien à l'entrepreneuriat. Par ailleurs, les résultats des actions entreprises ont abouti à l'amélioration du taux de couverture sociale dépassant les 77% au niveau national pour 30,2 millions de bénéficiaires en 2023, au sein des systèmes salariés et non-salariés, a-t-on souligné de même source.

ALGÉRIE - NIGER

M. Bibi Triki reçoit le ministre de la Communication, des Postes et de l'Economie numérique de la République du Niger

Le ministre de la Poste et des Télécommunications, Karim Bibi Triki, a reçu, lundi à Alger, le ministre de la Communication, des Postes et de l'Economie numérique de la République du Niger, Sidi Mohamed Raliou, avec lequel il a passé en revue les moyens du renforcement des mécanismes de la coopération bilatérale.

Dans une déclaration à la presse, M. Bibi Triki a précisé que cette rencontre a été l'occasion de réaffirmer "l'engagement des deux parties à soutenir la coopération entre les deux pays frères et voisins, à travers la concrétisation d'un nombre de projets structurants dans le domaine de la Poste et des communications".

Par la même occasion, M. Bibi Triki a exprimé la satisfaction des deux parties quant à "l'avancement du projet de Dorsale transsaharienne à fibre optique, qui reliera le Niger au réseau international des communications à partir de l'Algérie, et ce, par le biais des capacités importantes dont dispose notre pays en termes de la capacité de la bande passante internationale".

Ce projet régional important, visant à "renforcer la complémentarité et l'intégration économique et sociale entre les pays africains concernés", a connu "le parachèvement des travaux situés dans les deux pays, et ce, en vue d'installer la Dorsale à fibre optique".

La rencontre a également été une occasion pour évoquer "les opportunités de coopération bilatérale dans les domaines d'intérêt commun, tels que les services postaux, la régulation des communications électroniques et la formation".

Pour sa part, M. Sidi Mohamed Raliou a souligné la disposition de son pays à renforcer et à intensifier la coopération bilatérale dans le domaine de la Poste et des communications, notamment en termes du projet de Dorsale transsaharienne à fibre optique, mettant en avant l'importance de l'échange des expertises relatives à la formation dans ce domaine.

M. Aoun examine avec son homologue nigérien les relations de coopération entre les deux pays

Le ministre de l'Industrie et de la Production pharmaceutique, M. Ali Aoun a reçu le ministre de l'Industrie et du Commerce de la République du Niger, M. Seydou Asmane, avec lequel il a examiné les relations de coopération entre les deux pays dans les différentes activités industrielles, indique un communiqué du ministère. La rencontre s'est tenue lundi au siège du ministère, dans le cadre de la visite du Premier ministre, ministre de l'Economie et des Finances de la République du Niger, M. Ali Mahaman Lamine Zeine, en Algérie, a précisé la même source.

A cette occasion, M. Aoun s'est félicité des relations bilatérales, réaffirmant "la volonté de l'Algérie de renforcer ces relations et de conforter le partenariat entre les deux pays au mieux des intérêts des deux parties", selon le communiqué.

Le PM nigérien confirme la volonté de son pays d'accélérer la réalisation des projets communs avec l'Algérie

Le Premier ministre nigérien, ministre de l'Economie et des Finances, Ali Mahmane Lamine Zeine, a affirmé à Alger, la volonté de son pays d'accélérer la mise en œuvre des projets communs avec l'Algérie.

"Nous avons décidé de donner du tonus à la coopération Algéro-nigérienne, et en cela, nous ferons en sorte que nos projets communs soient très rapidement mis en route, pour leur réalisation au profit des deux pays", a déclaré à la presse le Premier ministre nigérien après avoir été reçu par le président du Conseil de la Nation, M. Salah Goudjil.

Saluant l'ampleur des relations historiques entre les deux pays depuis leurs indépendances, le Premier mi-



Le Premier ministre nigérien, ministre de l'Economie et des Finances, Ali Mahmane Lamine Zeine, a affirmé à Alger, la volonté de son pays d'accélérer la mise en œuvre des projets communs avec l'Algérie.

l'Algérie et le Niger".

L'audience s'est déroulée en présence du ministre de l'Energie et des Mines, Mohamed Arkab, de membres du Conseil de la Nation et de la délégation accompagnant le Premier ministre nigérien.

Le Premier ministre, ministre de l'Economie et des Finances de la République du Niger, avait entamé dimanche soir une visite officielle en Algérie à la tête d'une importante délégation ministérielle.

M. Rekhroukh examine avec son homologue nigérien les moyens de renforcer la coopération bilatérale

Le ministre des Travaux publics et des Infrastructures de base, Lakhdar Rekhroukh, a reçu lundi à Alger le ministre des Transports et de l'Equipe-ment de la République du Niger, Salissou Mahaman Salissou, avec lequel il a examiné les moyens de renforcer les mécanismes de coopération bilatérale dans le secteur, indique un communiqué du ministère.

Lors de la rencontre qui s'est déroulée au siège du ministère, les deux parties ont affirmé l'importance de "renforcer la coopération bilatérale dans le domaine des travaux publics et des infrastructures de base afin de les promouvoir au niveau des relations historiques unissant les deux pays frères", ajoute le communiqué.

A cette occasion, M. Rekhroukh a fourni des explications sur les moyens et potentialités dont dispose l'Algérie

en termes de sociétés de réalisation, de laboratoires et de bureaux d'études, citant l'expérience nationale acquise en matière de réalisation et de développement des infrastructures de base, notamment les routes, ports et voies ferroviaires.

Le ministre a évoqué l'expertise et les moyens de réalisation nationaux et leur contribution à la concrétisation des projets de développement des réseaux routiers et leur extension aux pays africains, dont la route transsaharienne, "un projet stratégique commun qui renforcera la coopération économique entre les pays qu'elle traverse, dont le Niger". A cet effet, il a souligné "l'importance d'accélérer la création d'un corridor économique en tant que fruit de la valorisation du projet de la route transsaharienne, et ce en vue de développer les échanges commerciaux", ajoute la

même source. Le ministre a exprimé "la disponibilité de l'Algérie à poursuivre les efforts pour le renforcement du partenariat entre les sociétés algériennes et nigériennes dans le domaine des travaux publics et l'élargissement des perspectives de coopération entre les deux pays à travers l'échange d'expertises et la formation pour la concrétisation de projets communs en matière de réalisation des routes, en œuvrant pour leur pérennité par la programmation d'opérations de maintenance". De son côté, le ministre nigérien a salué l'expérience algérienne en matière de réalisation des structures de base, affirmant l'importance de poursuivre l'action de coordination entre les deux pays pour développer le partenariat bilatéral et l'investissement dans le secteur des travaux publics et des infrastructures de base, conclut le communiqué.

M. Zitouni évoque avec son homologue nigérien les moyens de renforcer les relations commerciales et économiques

Le ministre du Commerce et de la Promotion des exportations, M. Tayeb Zitouni, a reçu, lundi à Alger, le ministre du Commerce et de l'Industrie de la République du Niger, Seydou Asman, avec lequel il a évoqué les moyens de renforcer les relations commerciales et économiques entre les deux pays.

La rencontre s'inscrit dans le cadre de la visite officielle en Algérie de la délégation de haut niveau de la République du Niger, conduite par le Premier ministre nigérien, ministre de l'Economie et des Finances, M. Ali Mahaman Lamine Zeine.

Dans une déclaration à la presse à l'issue de cette ren-

contre qui s'est déroulée au siège du ministère du Commerce, M. Zitouni a mis en avant l'importance de sa rencontre avec son homologue nigérien, durant laquelle les deux parties ont exprimé leur détermination à redynamiser les relations commerciales et économiques, et à relancer les projets communs et ce dans le cadre de la mise en œuvre, côté algérien, des instructions du président de la République, M. Abdelmadjid Tebboune.

Le ministre a évoqué les partenariats économiques et les manifestations commerciales entre les deux pays, à l'instar de la foire "Assihar", organisée chaque année à Tamanrasset, ainsi que le projet de la zone franche

entre l'Algérie et le Niger, dans le cadre de la Zone de libre échange continentale africaine "ZLECAF".

La rencontre a permis d'évoquer les questions liées "au transport de certaines marchandises à travers le territoire algérien, la route transsaharienne, et le projet de transport du gaz à partir du Nigeria en passant par le Niger et l'Algérie", selon M. Zitouni.

Les discussions ont également porté sur l'organisation de manifestations économiques et de foires conjointes, ajoute M. Zitouni, rappelant que cette année a été marquée par "une forte" participation du Niger à la Foire internationale d'Alger (FIA), en atten-

dant l'organisation de foires permanentes sur les produits algériens au Niger. De son côté, le ministre nigérien du Commerce et de l'Industrie a déclaré que cette visite en Algérie intervient pour réaffirmer la relation "solide et ancrée unissant le Niger et l'Algérie, pays frère".

Le ministre nigérien a souligné que ses discussions avec M. Zitouni ont porté essentiellement sur les activités de développement.

Il s'est dit "reconnaisant pour l'intérêt particulier porté par le peuple algérien au Niger", tout en exprimant ses remerciements "aux hautes autorités de l'Algérie" pour tous les efforts consentis en faveur des pays de la région.

M^{me} Mouloudji reçoit le ministre nigérien de la Jeunesse, du Sport, de la Culture et des Arts

La ministre de la Culture et des Arts, Soraya Mouloudji, a reçu, lundi à Alger, le ministre nigérien de la Jeunesse, du Sport, de la Culture et des Arts, M. Abdourahmane Amadou, dans le cadre de la visite officielle en Algérie du Premier ministre, ministre de l'Economie et des Finances de la République du Niger, M. Ali Mahaman Lamine Zeine, à la tête d'une délégation de haut niveau, indique un communiqué du ministère de la Culture et des Arts.

Lors de cette rencontre, Mme Mou-

loudji a évoqué "l'importance du développement des relations avec la République du Niger dans le domaine de la culture et des arts", se félicitant "des liens fraternels et historiques solides entre les deux pays et peuples frères", précise le communiqué.

La rencontre a également permis d'examiner les voies et moyens de renforcer la coopération entre les deux pays dans le domaine culturel, à travers l'appui des projets de protection du patrimoine culturel immatériel commun,

l'échange d'expériences entre les parcs culturels des deux pays et le renforcement du partenariat dans le domaine de la formation artistique et des industries créatrices.

Les deux parties ont également insisté sur la nécessité d'actualiser l'accord de coopération culturelle du 18 avril 1988, en vue de renforcer et de promouvoir les relations à de hauts niveaux dans le domaine de la culture et des arts.

MOSTAGANEM

Relance du projet du périmètre agricole irrigué de la plaine (wilaya)

Le projet du périmètre agricole irrigué de la plaine de Mostaganem a été relancé pour un investissement de 1,480 milliard DA, a-t-on appris, auprès des services de la wilaya.

Le wali de Mostaganem Ahmed Boudouh, accompagné du Directeur général de l'Office National de l'Irrigation et de drainage (ONID), Nasreddine Rekrouki, ont supervisé, lundi, le coup d'envoi de l'achèvement de la première tranche du périmètre agricole irrigué de la plaine de Mostaganem, qui sera réalisé dans les 18 prochains mois sur une superficie globale de 6.000 hectares.

Ce projet, qui a nécessité un montant de 1,480 milliards DA, vise à augmenter la production de différentes récoltes agricoles, faire introduire de nouvelles récoltes à haut rendement, développer des unités industrielles de transformation et améliorer le cadre de vie de la population à travers l'ouverture des pistes et d'emplois, a-t-on fait savoir. D'autre part, le projet du pé-



rimètre agricole irrigué de la plaine de Mostaganem, qui a nécessité un montant global de 7500 milliards DA et qui vise à fournir l'eau d'irrigation pour 15.000 ha, dispose d'une deuxième tranche liée au couloir de Bouguirat, qui couvre également le "bassin du lait" dans la zone d'activités de Bordjia, a-t-on expliqué. A cette

occasion, trois permis de fonçage de puits ont été remis aux agriculteurs d'Achâcha et Aïn Tedeles au niveau de la base de vie de l'Office national de l'irrigation et du drainage, où le wali a demandé à l'entreprise chargée des travaux d'opter pour le système de permanence continue, de renforcer les chantiers avec

des ressources matérielles et humaines et de réduire le délai de réalisation à 10 mois, ont ajouté les services de la wilaya.

Le même responsable a donné des instructions portant sur le choix d'un terrain approprié pour l'affecter à la réalisation de l'unité de l'office national de l'irrigation et du drainage de la commune de Khadra.

Après avoir écouté certaines préoccupations de la population, notamment au village de Drioua,

M. Boudouh s'est engagé à les prendre en charge au titre des programmes de soutien au développement social et économique des communes de l'exercice 2025 et a demandé aux présidents des collectivités locales concernées d'initier les procédures immédiates.

TÉBESSA

62 familles relogées à Bir El Ater

Au total, 62 familles de la commune de Bir El Ater (sud de la wilaya de Tébéssa), vivant dans des habitations précaires, ont été relogées dans de nouveaux appartements dans le cadre du programme de résorption de l'habitat précaire, a indiqué, mardi, le chef de la daïra, Nadir Laouidi.

Le même responsable, précisant que l'opération de démantèlement, entamée en début de semaine, a concerné 62 familles qui ont été relo-

gées dans de nouveaux logements sociaux, a ajouté que les services de la daïra procèdent à l'étude d'autres dossiers en prévision de la publication ultérieure de la liste de bénéficiaires de ce programme de résorption de l'habitat précaire. "L'opération vise à améliorer les conditions de vie des familles concernées en les relogant dans des appartements neufs construits dans des pôles urbains dotés de l'ensemble des équipements publics, tels que des

annexes administratives, des établissements scolaires et autres", a encore indiqué le chef de la daïra de Bir El Ater.

D'importants moyens matériels (camions et bulldozers) ont été déployés pour cette opération de relogement qui a été suivie de la démolition des anciennes habitations avant l'aménagement de leur terrain d'assiette qui recevra de futurs programmes d'habitat et d'équipements publics.

EL-OUED

Plus de 68.000 foyers des localités enclavées raccordés au réseau du gaz (Sonelgaz)

Plus de 68.000 foyers des zones enclavées, relevant de 11 communes de la wilaya d'El-Oued, ont été raccordés au réseau de gaz naturel, a-t-on appris lundi auprès de la direction locale de la société de distribution de l'électricité et du gaz (Sonelgaz).

Intervenant en application des directives des pouvoirs pu-

blics portant sur le raccordement aux réseaux d'électricité et du gaz naturel des régions éloignées, l'opération a donné lieu à la réalisation, à la faveur de 47 opérations, de 370 km de réseaux de transport et de distribution de basse tension, a indiqué le chargé de la communication, Habib Meslem.

Près de 21.000 foyers des

communes d'El-Magrane, Sidi-Aoun, Trifaoui, Hassani-Abdelkrim, Debila et Taleb-Larbi, ont été raccordés, entre le dernier trimestre de l'année dernière et le premier de l'année en cours, au réseau de gaz naturel, a-t-il fait savoir. Le taux de raccordement au réseau de gaz naturel a atteint cette année 75%, soit 10% de

plus que celui de l'an dernier, a affirmé le wali d'El-Oued, Saïd Akhruf. Les travaux se poursuivent pour raccorder, avant la fin de l'année en cours, les trois communes restantes, à savoir Hassi-Khelifa, Douar El-Ma et Benguecha, sur les 22 collectivités que compte la wilaya, a assuré le chef de l'exécutif de wilaya.

MASCARA

Réception de plusieurs projets de développement dans la commune de Chorfa

Des zones rurales de la commune de Chorfa (wilaya de Mascara) ont été renforcées, dernièrement, par la réception de plusieurs projets de développement, permettant d'améliorer le cadre de vie de la population, a-t-on appris auprès des services de cette collectivité locale.

Il s'agit de projets inscrits au titre du Plan communal de développement (PCD) et de la Caisse de garantie et de solidarité des collectivités locales, portant sur le raccordement de deux centres ruraux, Houaidjia et Ouled Ali Bouziane, au réseau d'eau potable à partir de deux puits artésiens, leur équipement et le renforcement du village d'Ouled Ali Bouziane d'un réservoir de 500 m³.

Des projets d'extension et de réhabilitation du réseau d'assainissement ont été réceptionnés dans des quartiers de la ville de Chorfa et le village de Anatra, outre la réhabilitation d'écoles primaires aux centres ruraux "Ouled Ali Bouziane", "Rehailia" et "Sidi Ali Cherif", la réfection du stade sportif de proximité de la localité de

"Anatra" et le renouvellement de l'éclairage public à travers cinq centres ruraux.

D'autre part, les services sanitaires du centre rural Ketarnia ont été renforcés par la réception du projet de réhabilitation de la salle de soins, qui a bénéficié d'une opération d'équipement en matériels médicaux, a-t-on ajouté.

Ces opérations de développement interviennent suite à des rencontres, qui ont réuni, précédemment, des responsables de l'APC de Chorfa et des responsables de la daïra de Sig avec des représentants des centres ruraux, au cours desquelles les préoccupations liées au développement local ont été présentées et qui ont été prises en compte avec leur inscription, en vue de leur concrétisation.

Dans ce cadre, le représentant du centre rural d'Ouled Ali Bouziane, Benziane Abderrahmane, a tenu à saluer les efforts de l'Etat visant à prendre en charge les préoccupations des habitants de sa zone rurale, y compris l'approvisionnement en

eau potable, signalant que la population a fait part de sa satisfaction concernant l'avancée du développement dans leur région.

Par ailleurs, il est prévu l'achèvement de la concrétisation de plusieurs projets de développement dans la commune de Chorfa, dont l'extension du réseau de distribution de l'eau potable aux entrées nord et sud de la ville, ainsi que le village de Anatra, la réhabilitation de la cantine scolaire de l'école primaire de Sidi Ali Cherif et des travaux d'aménagement de l'entrée nord de la ville de Chorfa, selon les responsables de cette collectivité.

D'autres projets de développement, inscrits au titre du budget communal et des programmes sectoriels, sont également en cours, dont l'aménagement de deux écoles primaires à Houaidjia et Anatra et la concrétisation du premier tronçon de la rénovation du réseau d'assainissement de la ville de Chorfa, ainsi que l'éclairage public en énergie solaire à travers cinq zones.

TIMIMOUN

Nouveaux projets pour améliorer le réseau électrique (Direction)

De nouveaux projets ont été retenus en faveur de la wilaya de Timimoun, dans le but d'améliorer le réseau d'électricité, notamment durant la saison estivale, a-t-on appris mardi de la direction locale de l'Energie et des Mines.

Ces opérations portent sur la réalisation d'un réseau de 700 km devant connecter la wilaya aux réseaux Nord et Sud, en plus de la prise en charge urgente des zones enregistrant des faiblesses de tension, à travers les daïras de Tinerkouk, Cherouine, Ougrout et Timimoun, a précisé le directeur du secteur, Seddik Oussif.

Une opération de recensement des zones en quête d'extension du réseau d'électricité à travers l'ensemble des communes et daïras de la wilaya est également projetée, à l'effet d'inscrire de nouveaux projets d'électrification et développer le réseau de la wilaya, a-t-il annoncé.

La société de distribution de l'électricité et du gaz (Sonelgaz) s'engage aussi à soutenir l'opération d'électrification des périmètres agricoles, en coordination avec les secteurs concernés, a ajouté M.Oussif.

De plus, la centrale électrique de Talmine sera dotée de quatre (4) nouveaux générateurs, de deux (2) mégawatts chacun, susceptibles de renforcer le réseau de la région et remédier aux récurrentes perturbations que connaît la région en période des fortes chaleurs, assure-t-il.

Les projets retenus pour la wilaya comprennent, en outre, la réalisation d'une nouvelle connexion électrique reliant sur 110 km Timimoun à Talmine en vue de sécuriser le réseau, ainsi que le lancement du projet d'une ligne électrique entre Timimoun, Ouled-Aïssa et Adjedir via les ksour de Tala et Guentour.

Le wali de Timimoun, Benamar Souana, a appelé à accélérer les travaux de réalisation du nouveau siège de la Sonelgaz, de dix (10) logements de fonction et des entrepôts de matériels, avant d'inviter les jeunes à s'impliquer dans les projets de développement énergétique par le montage de micro-entreprises.

EL BAYADH

Des projets pour impulser le développement local (responsable)

La commune d'El Bayadh a bénéficié de plusieurs projets de développement, dont certains ont été lancés et d'autres sont en cours, pour l'amélioration du cadre de vie du citoyen, a-t-on appris, du président de l'APC, Belbachir Mebrook.

Le P/APC d'El Bayadh a fait part à l'APS du lancement, ce dimanche, de l'opération de bitumage des chemins urbains à travers plusieurs cités de la commune, dans le cadre du programme de la Caisse de solidarité et de garantie des collectivités locales (CSGCL) pour un délai fixé à deux mois.

Il est également attendu le lancement, avant la fin du mois d'août en cours, d'une autre opération inscrite dans le cadre de la CSGCL pour le renouvellement des conduites d'assainissement et d'AEP, ainsi que du bitumage des routes dans les cités et quartiers pour un délai de livraison de 6 mois.

Des travaux de raccordement aux réseaux d'électricité, du gaz, du raccordement individuel aux réseaux d'AEP et d'assainissement, ainsi que des travaux d'aménagement urbain, seront bientôt lancés au niveau des sites de lotissements sociaux d'auto construction (300 lots) répartis au niveau du chef-lieu de wilaya.

D'autre part, dans le cadre du programme de l'habitat rural groupé, la commune a bénéficié d'un quota de 300 aides à travers les centres ruraux de Mecheria, Ouafek, El Hawdh, Mekther et Ouled Amrane, sachant que la liste des bénéficiaires sera bientôt rendue publique, après l'accomplissement de toutes les procédures administratives.

INDUSTRIE

Gestion des biens confisqués : le groupe AGM récupère l'unité de matériel agricole à Tlemcen

Le Groupe public de l'industrie mécanique (algerian group of mechanics-AGM), a indiqué mardi dans un communiqué, avoir procédé, dans le cadre de l'opération de récupération des biens et avoirs confisqués par des décisions judiciaires définitives, à la récupération de l'unité de matériel agricole (Agro-Industrie), établie dans la wilaya de Tlemcen.

L'opération a été effectuée dans le cadre de la mise en œuvre et de l'application des instructions des autorités suprêmes du pays, relatives aux biens et avoirs confisqués par des décisions judiciaires définitives, et conformément aux instructions du ministre de l'Industrie et de la Production pharmaceutique, lors de la réunion qu'il a tenue avec les responsables des groupes industriels le 8 août dernier, explique la même source.

Elle a eu lieu en présence de la partie destinataire, représentée par le directeur général du Groupe AGM, accompagné du Président du conseil d'administration de l'entreprise nationale de construction de matériels agricoles (CMA), ainsi que le directeur régional des biens de l'Etat de la wilaya de Tlemcen.

A cet effet, il a été procédé à la signature du procès-verbal de remise et de cession, ainsi qu'à la désignation d'un responsable pour gérer la société récupérée à partir du 11 août 2024, ajoute le document.

Saisissant l'occasion, le DG du Groupe AGM a instruit les responsables de la CMA, ainsi que le nouveau responsable de l'entreprise récupérée à relancer la production, préserver la main d'œuvre et assurer le développement des capacités de l'unité afin de créer plus de richesses et de nouveaux emplois dans cette wilaya, a fait savoir le communiqué.

RECENSEMENT GÉNÉRAL DE L'AGRICULTURE À SKIKDA

Plus de 43.000 exploitations agricoles dénombrées

Le Recensement général de l'agriculture (RGA 2024) a permis de dénombrer 43.256 exploitations agricoles à Skikda, a indiqué, le directeur local des services agricoles (DSA), Rabah Hamzaoui.

L'opération, qui s'est déroulée "dans de très bonnes conditions", a couvert l'ensemble des exploitations agricoles réparties sur tout le territoire de la wilaya de Skikda, et a été marquée par une "réelle implication" des professionnels de la terre et des éleveurs, a ajouté M. Hamzaoui.

Le RGA, clôturé le 27 juillet, a permis d'identifier le nombre et la nature des exploitations de la wilaya de Skikda, notamment dans les régions de Beni Ouelbane, d'Azzaba, de Collo et de Beni Zid, selon le même responsable qui a ajouté que l'opération a également permis d'inventorier le cheptel, notamment bovin et apicole.

Pas moins de 202 agents recenseurs, 43 observateurs et deux contrôleurs étaient mobilisés pour ce recensement qui a également nécessité la mise en place d'importants moyens matériels, favorisant ainsi le bon déroulement de cette opération nationale, a conclu le DSA.

FINANCES

M. Faïd préside une réunion sur la modernisation du marché des valeurs du Trésor

Le ministre des Finances, Laaziz Faïd, a présidé lundi à Alger, une séance de travail regroupant les cadres de la Direction générale du Trésor et de la comptabilité (DGTC), consacrée à la plateforme des valeurs du Trésor, indique un communiqué du ministère.

Dans son allocution, M. Faïd, a rappelé que "la modernisation du marché de la dette publique, à travers la mise en place d'infrastructures de marché conformes aux standards internationaux, revêt une importance capitale pour l'essor économique du pays".

Cela "permettra de positionner l'Algérie à l'avant-garde des technologies financières, en créant des conditions propices au développement d'un segment dynamique du marché financier", a ajouté le ministre, cité dans le communiqué.

En plus des avantages d'efficacité et d'efficience qu'elle apportera à l'ensemble des intervenants du marché (les opérateurs, les superviseurs ainsi que les intermédiaires), la modernisation du marché "contribuera sans aucun doute à la dynamisation du marché en favorisant la liquidité, la transparence et la sécurité des systèmes", selon le communiqué.

La plateforme actuelle d'émission et de négociation de la dette publique, "Plat TRESOR-X", en fonction depuis 2014, est un système qui permet la tenue et la gestion électronique des séances d'adjudications sur le marché primaire et la négociation sur le marché secondaire des valeurs de l'Etat.

Les intervenants sur la Plat TRESOR-X sont la DGTC en sa qualité d'émetteur et animateur du marché, les Spécialistes des valeurs du trésor (SVT) la Banque d'Algérie, la Bourse d'Alger et Algérie Clearing.

Les interventions sur la plateforme s'effectuent en temps réel pour l'adjudication ainsi que les négociations à la vente et achat des titres sur le marché secondaire.

La plateforme Plat TRESOR- X, a permis au Trésor public de mobiliser des montants significatifs sur le marché primaire et de faciliter les transactions sur le marché secondaire, selon le communiqué précisant que les montants mobilisés et transigés



sur cette plateforme témoignaient de son efficacité croissante, avec un total de 2.673,7 milliards DA mobilisés et 2 414,4 milliards DA transigés en 2023.

La nouvelle plateforme cible, dont les fonctionnalités ont été présentées lors de cette séance, vise à renforcer davantage l'interconnexion entre les différents intervenants du marché, à accélérer et sécuriser les opérations, et à fournir des outils d'analyse et de gestion avancés.

Elle permettra, également, de créer et d'actualiser automatiquement les décaissements prévisionnels, de calculer automatiquement tous les tableaux d'amortissement et d'enregistrer les tirages réels, les placements réels et les opérations du service de la dette.

Elle produira une grande variété d'états de sortie standard et personnalisés, notamment des états pour la validation, le contrôle et les bulletins statistiques, ce qui servira de référence pour effectuer une analyse du portefeuille de la dette pour l'élaboration des stratégies d'endettement.

Cette plateforme intégrale, conforme aux standards internationaux, sera capable d'évoluer avec le

développement des marchés financiers nationaux, en intégrant de nouveaux instruments financiers et en répondant aux besoins futurs du marché.

Lors de son intervention, le ministre des Finances a souligné "l'importance de l'innovation pour moderniser le marché des valeurs du Trésor et pour améliorer son attractivité, notamment pour intégrer les segments non bancarisés".

Il a également insisté sur la nécessité de renforcer le rôle de ce marché dans le financement du budget de l'Etat, en mobilisant davantage de ressources.

Aussi, il a appelé à explorer toutes les opportunités disponibles, à engager des réflexions visant à créer de nouveaux produits financiers et de nouveaux mécanismes d'incitation.

M. Faïd a insisté également sur l'importance de la vulgarisation des activités du marché des valeurs du Trésor et des mécanismes de financement du budget de l'Etat, afin de mieux informer les parties prenantes sur les enjeux et les opportunités liés à la modernisation du marché, selon le communiqué du ministère.

COMMERCE

Bechar: plus de 24 tonnes de poulets mises sur le marché (Direction)

Une première phase d'approvisionnement du marché avec plus de 24 tonnes de poulets, dans le cadre de la régulation des prix des viandes blanches, a été entamée dans la wilaya de Bechar par la direction du Commerce et de la Promotion des exportations (DCPE), apprend-on mardi de cette institution.

Dans le but de réguler et de stabiliser les prix du poulet sur le marché local, la DCPE de Bechar a entamé, en coordination avec l'entreprise publique Remchiavi (Tlemcen), affiliée à l'Office national des aliments de bétail (ONAB), la mise sur le marché local d'une première quantité de 24 tonnes de poulet

congelé, commercialisée aux consommateurs au prix de 295 DA/kg, a précisé le DCPE, Kamel Mansouri.

Plusieurs points de vente directe au consommateur seront ouverts à travers la wilaya dans le cadre de cette opération, a-t-il ajouté en signalant que l'ensemble des boucheries

de la wilaya ont été invitées à acquérir ce produit alimentaire afin de l'écouler au prix compétitif fixé par l'Etat.

D'autres importantes quantités de ce produit alimentaire seront réceptionnées prochainement et mises également sur le marché local, a assuré le même responsable.

RÉAFFECTATION DES BIENS CONFISQUÉS DANS LE CADRE DE LA LUTTE CONTRE LA CORRUPTION

Le secteur agricole bénéficie de trois entreprises

Le secteur de l'agriculture et du développement rural a bénéficié de trois (3) entreprises dans le cadre de la réaffectation des biens mobiliers et immobiliers confisqués dans le cadre de la lutte contre la corruption, a indiqué un communiqué du ministère.

"Suite à la réunion du Conseil des participations de l'Etat (CPE), tenue le 5 août 2024 et consacrée au règlement définitif du dossier des biens immobiliers et mobiliers confisqués

par des décisions définitives de justice dans le cadre de la lutte contre la corruption et le transfert de propriété au profit d'entreprises publiques économiques, le secteur agricole a bénéficié de trois (3) entreprises dont les actes de transfert ont été signés avec les services du Domaine national pour leur mise en exploitation effective", selon le communiqué.

Il s'agit d'une entreprise spécialisée dans la production de viandes

blanches et d'œufs, dont la propriété a été transférée au Groupe Agro-Logistique Agrolog, d'une entreprise spécialisée dans la production de fromages, qui a été rattachée au Groupe Giplait, et d'une entreprise de production d'huile d'olive, qui relève désormais de l'Entreprise de développement des cultures agricoles stratégiques DCAS, a précisé le communiqué.

AFRIQUE DU SUD Le taux de chômage dépasse les 33%

Le taux de chômage en Afrique du Sud a de nouveau dépassé les 33% au deuxième trimestre, poursuivant une tendance qui a vu le nombre de chômeurs augmenter de plus de 60% en dix ans, selon des données officielles publiées hier.

Le taux de chômage a atteint 33,5% entre avril et juin, en hausse de 0,6 point par rapport au trimestre précédent, selon l'agence nationale des statistiques StatsSA.

Quelque 8,4 millions de personnes étaient sans emploi au deuxième trimestre, contre 5,2 millions dix ans plus tôt en 2014, selon le rapport.

En incluant les personnes qui ont renoncé à chercher du travail, le taux de chômage a atteint 42,6% au



deuxième trimestre, contre 41,9% sur les trois mois précédents, a ajouté StatsSA.

A 33,5%, le taux officiel de chômage en Afrique du Sud se rapproche du record de 35,3% atteint en 2021 en pleine pandémie de Covid-19.

Le nombre d'employés du secteur formel a baissé, mais quelque 100.000 personnes ont trouvé du travail dans le secteur informel depuis un an (+3,3%), selon StatsSA.

PÉTROLE

Le Brent à plus de 82 dollars hier à Londres

Les cours du pétrole fléchissaient mardi après une légère révision à la baisse des prévisions de croissance de la demande dans un rapport de l'Opep, tempéré par le risque géopolitique.

Le prix du baril de Brent de la mer du Nord, pour livraison en octobre, perdait 0,34% à 82,02 dollars. Son

équivalent américain, le baril de West Texas Intermediate (WTI), pour livraison le même mois, cédait 0,41%, à 78,14 dollars. "Les estimations de la demande de pétrole ont été révisées à la baisse" dans le rapport mensuel de l'Organisation des pays exportateurs de pétrole (Opep), soulignent des ana-

lystes. "Les prévisions de croissance de la demande mondiale de pétrole pour 2024 sont légèrement diminuées quelque 135.000 barils par jour" a indiqué lundi l'organisation dans son rapport sur le marché pétrolier, principalement en raison des incertitudes qui touchent l'économie chinoise.

L'Opep table désormais sur une demande de 104,32 millions de barils par jour (mbj) pour 2024, et de 106,11 mbj pour 2025.

Les analystes rappellent cependant que le risque géopolitique, notamment "la situation au Moyen-Orient", reste au cœur des préoccupations des investisseurs.

ENERGIE

La consommation mondiale du pétrole poursuit sa hausse au 2^e trimestre (AIE)

La consommation mondiale de pétrole a continué d'augmenter au deuxième trimestre 2024, mais à un rythme moindre que l'an passé, en raison essentiellement du ralentissement de la construction et de l'industrie en Chine, indique l'Agence internationale de l'énergie (AIE) dans son rapport mensuel.

"La demande mondiale devrait croître de moins de 1 million de barils par jour en 2024 et en 2025", soit au-dessous de la tendance de croissance d'avant la pandémie, prévoit l'AIE, qui a ainsi maintenu quasi inchangées ses prévisions de juillet. Au total pour

l'année 2024, l'AIE prévoit une consommation mondiale de 103,06 millions de barils par jour, contre 102,09 mbj en 2023 et 100,6 mbj en 2019. Par continent, l'Europe est le seul continent où la consommation de produits pétroliers devrait baisser en 2024, à 14,1 millions de barils par jour contre 14,25 mbj l'an passé et 15,1 mbj en 2019, avant la pandémie, selon l'AIE.

Les Amériques devraient consommer 31,5 millions de barils par jour contre 31,4 en 2023 et la consommation de l'Asie-Pacifique devrait augmenter à 38,9 millions de barils par

jour en 2024 contre 38,1 en 2023. Dans le détail, si la consommation globale de la Chine devrait continuer d'augmenter en 2024 (à 16,8 millions de barils par jour contre 16,5 en 2023), l'AIE note un ralentissement en juin sur le gasoil et le naphta, "produits associés à l'industrie et à la construction".

Dans le reste du monde, en Afrique, la consommation de pétrole tout produits confondus devrait s'élever à 4,4 millions de barils par jour cette année contre 4,3 l'an passé. Au Moyen-Orient, elle devrait s'élever à 9,09 millions de barils par jour contre 9,05 en 2023.

MÉTAUX PRÉCIEUX

Les prix de l'or en baisse

Le prix de l'or a baissé mardi, après des hausses enregistrées en début de semaine.

Les acteurs du marché attendent des données clés sur l'inflation américaine qui pourraient fournir de plus amples informations sur la prochaine décision politique de la Réserve fédérale concernant les taux d'inté-

rêt. Le cours de l'or au comptant était en baisse de 0,4% à 2.463,59 dollars l'once, après avoir atteint son plus haut niveau depuis le 2 août en début de séance.

Les prix avaient augmenté de plus de 1% lors de la séance précédente.

Les contrats à terme sur l'or américain étaient établis à 2.503,40 dollars. Les tra-

ders attendent les chiffres des prix à la production américains de juillet, attendus plus tard dans la journée, et les chiffres des prix à la consommation (IPC) mercredi pour évaluer la probabilité de baisses de taux d'intérêt. Selon l'outil FedWatch du CME, les marchés estiment qu'il y a environ 50 % de chances que les taux

baissent de 50 points de base en septembre. Un environnement de taux d'intérêt bas tend à renforcer l'attrait des métaux précieux non productifs. Concernant les autres métaux, l'argent au comptant a chuté de 0,8% à 27,78 dollars l'once, le platine a progressé de 0,1% à 937,31 dollars et le palladium a perdu 0,2% à 917,76 dollars.

MARCHÉS BOURSIERS Wall Street termine hésitante, avant des nouvelles de l'inflation

La Bourse de New York a terminé divisée non loin de l'équilibre lundi dans un marché d'août aux échanges peu fournis, avant une série d'indicateurs américains cette semaine.

L'indice Dow Jones a cédé 0,36%, le Nasdaq, à forte coloration technologique, a gagné 0,21% et le S&P 500 est resté stable, selon des résultats provisoires.

Les Bourses mondiales attentistes avant l'inflation aux Etats-Unis

Les Bourses mondiales ont évolué en ordre dispersé lundi, lors d'une séance globalement atone, les investisseurs attendant notamment la publication d'une série de données économiques américaines, dont des chiffres d'inflation mercredi.

En Europe, la Bourse de Paris a lâché 0,26%, celle de Francfort a terminé stable (+0,02%), tandis que Londres a avancé de 0,52% et Milan de 0,46%.

A Wall Street, le Nasdaq, à dominante technologique a avancé de 0,21% mais le Dow Jones a cédé 0,30% et le S&P 500 a stagné.

C'est une "séance atone, avec peu de volume d'échanges en l'absence d'un certain nombre d'intervenants en cette semaine du 15 août", commente Lucas Excoffier, trader chez Oddo BHF.

Cela laisse les marchés "sans action, par rapport à ce que l'on a pu connaître la semaine dernière", a-t-il poursuivi.

Sur le marché obligataire, les taux américains à dix ans étaient en légère baisse, à 3,90% contre 3,94% à la dernière clôture. L'allemand à même échéance, qui fait référence en Europe, était stable, à 2,22%.

Le yen, dont l'appréciation soudaine avait joué dans les mouvements tumultueux des marchés la semaine dernière, cédait lundi 0,43% contre le dollar, à 147,25 yens pour un dollar. L'euro grappillait 0,12% par rapport au dollar, à 1,0930 dollar pour un euro.

Le prix du baril de Brent de la mer du Nord s'est hissé bien au-dessus de la barre des 80 dollars à nouveau, à 82,30 dollars, en hausse de 3,31%, un plus haut en presque trois semaines.

Son équivalent américain, le baril de West Texas Intermediate (WTI), a bondi de 4,19% à 80,06 dollars.

La Bourse de Paris termine en baisse après une séance atone

La Bourse de Paris a terminé en légère baisse de 0,26% lundi, à l'issue d'une séance atone, les investisseurs se montrant attentistes avant la publication des chiffres de l'inflation américaine en milieu de semaine.

L'indice vedette CAC 40 a reculé de 19,04 points, à 7.250,67 points. La semaine passée, l'indice avait légèrement progressé de 0,25% à l'issue de cinq séances à haute volatilité en raison de craintes de récession aux Etats-Unis et de la liquidation d'opérations spéculatives sur le yen.

APS

ALLEMAGNE

Forte baisse du moral des investisseurs en août

Le moral des investisseurs allemands a plus fortement baissé en août qu'attendu, ce qui semble anéantir les espoirs d'une reprise prochaine de la première économie européenne.

Cet indicateur particulièrement scruté du climat des affaires a perdu 22,6 points sur un mois, pour retomber à 19,2 points, selon un communiqué publié mardi par l'institut de recherche économique ZEW. Il s'agit de la baisse mensuelle la plus importante depuis deux ans, explique le communiqué.

C'est aussi pire que la chute attendue par un consensus d'experts, qui tablait sur un indice à 34,3 points. "Les pers-

pectives économiques de l'Allemagne s'effondrent", a commenté Achim Wambach, président de l'institut.

En cause: la détérioration des prévisions économiques pour la zone euro, les Etats-Unis et la Chine, qui risque d'affaiblir l'économie allemande dépendante du commerce extérieur, a-t-il développé.

Il a également pointé du doigt la politique monétaire "ambiguë" de part et d'autre de l'Atlantique et les "inquiétudes croissantes concernant l'escalade du conflit au Moyen-Orient".

"L'optimisme dans les attentes économiques du printemps s'est complè-

tement évaporé", résume de son côté Robin Winkler, économiste à la Deutsche Bank. La composante de l'indice mesurant la confiance dans la conjoncture actuelle a également décliné, effaçant la légère embellie du printemps.

Ces chiffres confirment le tableau maussade de l'économie allemande, alors que les exportations s'affaiblissent.

Le repli de 0,1% du produit intérieur brut (PIB) allemand au deuxième trimestre, annoncé fin juillet par l'Office national des statistiques, a mis un coup d'arrêt à la légère reprise entamée au début de l'année.

LUTTE CONTRE LES INCENDIES

Une capacité d'analyse et d'adaptation remarquable de la Protection civile

Les éléments de la protection civile qui sont intervenus pour l'extinction des feux de forêts déclarés vendredi dans la wilaya de Tizi-Ouzou, dans une zone montagneuse, habitée et à forte densité végétale, ont fait preuve d'une capacité remarquable d'analyse et d'adaptation à la situation.

Cette capacité d'analyse et d'adaptation, conjuguée à l'expérience acquise sur le terrain, à la formation continue et à la numérisation du secteur, a permis d'éteindre les feux de Larbaa n'Ath Irathen et de Beni Douala, sans enregistrer de victimes, malgré les conditions climatiques défavorables (fortes chaleurs et vent) et le relief fortement accidenté.

C'est ce qu'ont expliqué à l'APS le sous-directeur de l'information et des statistiques à la direction générale de la Protection civile, le commandant Nassim Bernaoui et son collègue chargé de communication à la direction de Tizi-Ouzou de ce même corps constitué, le commandant Kamel Bouchakor, qui ont noté que dès le signalement des incendies, l'évaluation de l'ampleur des feux et les besoins en moyens de lutte et en renforts était déjà faite.

L'officier Bernaoui a insisté sur l'importance de la préparation et de la formation.

"La préparation des éléments se fait de manière permanente, ce qui fait qu'ils sont, à chaque instant, prêts à intervenir. Cette préparation est appuyée par un programme de formation, dont des formations spéciales sur les risques majeurs comme les feux de forêts", a-t-il dit.

Ces formations portent sur tout ce qui est nouveau en la matière, et sont suivies par un programme d'application par l'organisation de manœuvres de terrain en coordination avec les secteurs concernés, pour évaluer l'efficacité de la coordination et la rapidité de la réponse à une situation, a-t-il expliqué.

"Nous sommes habitués à répondre rapidement aux alertes en sortant en moins d'une minute après l'appel, et aussi à répondre aux besoins", a-t-il dit, soulignant qu'en plus, les éléments de la protection civile sur le terrain "savent s'adapter aux changements de situation durant l'intervention".

A ce propos, il a relevé que ses collègues à Tizi-Ouzou sont des "chevrons" et ont "rapidement évalué la situation et demandé le renfort qui a été aussitôt mobilisé, puisque la nuit même (vendredi) les moyens étaient installés".

En outre, "tout a été calculé concernant l'emplacement des moyens. Dans chaque point stratégique, nous avons



placé 5 à 6 engins de lutte et de ravitaillement", a indiqué le commandant Bouchakor.

La numérisation du secteur, effective depuis plus de quatre ans, est un autre atout dans l'amélioration de l'efficacité des interventions, a ajouté le commandant Bernaoui.

"La gestion opérationnelle est numérisée et nous avons des plateformes dédiées à la gestion des risques quotidiens et d'autres spéciales de gestion des catastrophes comme les feux de forêts, ce qui rend la prise de décision plus rapide et plus efficace", a-t-il expliqué.

Concernant le travail d'anticipation, le même responsable a cité notamment le positionnement des colonnes mobiles de Naama et d'El Bayadh à Bouira et Tizi-Ouzou.

Idem pour les avions bombardiers d'eau qui étaient positionnés à Mostaganem et qui sont depuis une semaine, suite à l'alerte à la canicule, à l'aéroport Houari Boumediène (Alger) pour intervenir dans la région centre-est du pays, classée très vulnérable aux incendies.

Pour sa part, le commandant Bouchakor a noté que dès le début de la campagne de lutte contre les feux de forêts, la direction de la protection civile a réparti ses moyens de façon à réaliser un maillage de la wilaya qui permet aux moyens de lutte d'arriver rapidement dans n'importe quel site en cas de déclenchement d'un incendie.

Des efforts colossaux et une solidarité qui booste les troupes

Evocant les difficultés rencontrées sur le terrain, les commandants Bernaoui et Bouchakor ont souligné

que la nature très accidentée de la zone d'incendie avec des ravins et des pentes importants, outre la présence d'habitations et la faible visibilité pour l'intervention aérienne, ont rendu la tâche difficile.

Le gros de la lutte était axé sur le travail au sol qui exige un énorme effort physique, ont-il dit.

"La nature du terrain nous a vraiment posé des difficultés. Un énorme travail manuel a été fait par nos éléments qui ont dû descendre des ravins sur plus de 800 mètres avec leurs équipements (pompes, pioches, pelles) pour éteindre les fumerons qui parfois ne s'éteignaient pas avec l'eau et il fallait donc les couper et les enterrer", a noté l'officier Bouchakor.

Toutefois, la solidarité des citoyens qui se sont mobilisés aux côtés des éléments de la protection civile et ont ouvert leurs maisons pour qu'ils puissent passer les tuyaux d'eau ou pour leur permettre d'avoir une visibilité sur les bassins versants à partir des terrasses, a boosté les équipes de lutte, ont noté les deux officiers.

Ils ont souligné que la solidarité prene de l'ampleur dans le volet préventif par les actions de nettoyage pour réduire le risque d'incendie.

Un appel a été lancé au mouvement associatif et aux autres organisations pour contribuer à l'instauration effective d'une culture préventive et, pour quoi pas, à la création d'un concours dans ce sens, à l'exemple de celui du village le plus propre.

Remerciant la population pour cette mobilisation, le commandant Bernaoui a déclaré en s'adressant aux citoyens de la wilaya de Tizi-Ouzou: "Restez vigilants et soyez solidaires comme vous l'êtes".

AGRICULTURE

RGA 2024 à Batna: le nombre d'exploitations agricoles en augmentation de près de 20 pour cent (direction)

Le recensement général de l'agriculture (RGA) pour l'année 2024, dans la wilaya de Batna, a laissé apparaître une augmentation estimée à environ 20% du nombre d'exploitations agricoles, comparativement au recensement de 2001, a indiqué, mardi, le directeur des services agricoles (DSA), Tahar Bekroune.

Le même responsable a précisé, dans une déclaration à l'APS, que le nombre d'exploitations agricoles s'élève aujourd'hui à plus de 68.000 contre 41.457 en 2001.

M. Bekroune a attribué l'augmentation du nombre d'exploitations à "plusieurs facteurs, notamment la prise de conscience des agriculteurs quant à l'importance de travailler la terre, la diversification de l'agriculture et l'accroissement des superficies de terres mises en valeur".

L'opération RGA 2024 a nécessité, dans la wilaya de Batna, la mobilisation de 451 cadres et fonctionnaires parmi lesquels 3 observateurs de wilaya, 57 contrôleurs et 390 agents recenseurs, dotés de 180 véhicules pour les déplacements à travers la wilaya, a conclu le DSA.

Nâama : plus de 22.000 hectares réservés à l'investissement dans les cultures stratégiques dans le Sud (responsable)

Une superficie globale totalisant 22.508 hectares de terres utiles à l'agriculture, a été réservée à l'investissement dans les cultures stratégiques dans le Sud du pays, a annoncé, lundi à Nâama, le Directeur général des terres agricoles (ONTA) Mohamed Ameziene Laanasri.

En marge d'une séance de travail tenue au siège de la wilaya, consacrée au comité technique de l'examen des dossiers des demandeurs du foncier destiné à l'investissement agricole à Nâama, le même responsable a souligné que cette superficie a été annoncée au niveau de la plateforme numérique de l'Office national des terres agricoles, s'étalant du 10 juillet dernier au 4 août en cours, et comprend 37 périmètres à travers les wilayas de Ghardaïa, Nâama, Djanet, Illizi, Djelfa et El Menia.

Il a précisé que "conformément aux directives du Président de la République, M. Abdelmadjid Tebboune, relatives à la numérisation et à la modernisation du secteur agricole, et conformément à la circulaire ministérielle N 21-432 modifiée et complétée, les demandes d'obtention des terrains d'investissement agricole est soumise via la plateforme numérique, qui sont suivies d'une étude des dossiers sur le terrain dans les wilayas choisies par l'investisseur, une opération permettant de sélectionner les investisseurs sérieux et de faciliter l'obtention des terres agricoles en toute transparence et dans des délais courts, tout en réduisant les charges administratives".

M. Laanasri a souligné que les nouvelles mesures d'obtention du foncier destiné à l'investissement agricole imposent à ceux désirant bénéficier du foncier agricole destiné à l'investissement et le développement des cultures stratégiques, qui ont postulé au niveau de la plateforme numérique, de garantir l'autofinancement de leurs projets avant de présenter des demandes de bénéficier du crédit bancaire, alors que les autorités publiques prennent en charge leur accompagnement concernant l'électricité, la fourniture de ressources en eau, l'ouverture des pistes et autres.

La réunion du comité technique précité, composé de représentants des secteurs des services agricoles, du cadastre, de la conservation foncière, des domaines publiques et des ressources en eau, et sous la supervision de l'Inspection générale de l'Office national des terres agricoles, intervient dans le cadre de l'entame des procédures liées à l'étude et à la sélection des dossiers de candidature, via la plateforme numérique.

Le même comité a étudié les dossiers de cinq candidats investisseurs qui ont soumis leurs dossiers à la plateforme numérique pour obtenir des contrats de concession pour l'exploitation d'une superficie totale de 1.630 hectares répartis à travers trois communes de la wilaya de Nâama, a-t-on ajouté.

APS

FORÊTS

Tizi-Ouzou: tous les incendies éteints, dispositif de surveillance maintenu (Protection civile)

La totalité des incendies qui s'étaient déclarés dans la wilaya de Tizi-Ouzou ont été éteints lundi et le dispositif de surveillance des sites brûlés est maintenu sur place, a-t-on appris auprès des services de la protection civile. Selon une situation arrêtée à 15h30 et communiquée à l'APS par le sous-directeur de l'information et des statistiques à la direction générale de la Protection civile, le commandant Nassim Bernaoui, les incendies d'El Kantra, Azouza et Ait Attefi, Ait Frah dans la région de Larbaa n'Ath Irathen et ceux de Beni Douala sont éteints, grâce à la mobilisation d'importants moyens humains et maté-

riels au sol appuyés par des moyens aériens.

"Je tiens à rassurer les citoyens de la wilaya de Tizi-Ouzou, notamment ceux de Larbaa n'Ath Irathen et de Beni Douala que la situation est maîtrisée grâce à la mobilisation d'énormes moyens de la protection civile à Tizi-Ouzou et d'autres wilayas", a-t-il dit. Le même responsable a expliqué que "grâce à l'intervention rapide et au déploiement d'importants moyens dès le signalement des incendies, le plus dur est passé dès la première nuit".

"Nous avons aussitôt entamé un travail de traitement des fumerons pour empêcher les reprises de

feux", a-t-il expliqué, soulignant la difficulté d'une telle intervention au sol qui exige d'importants efforts physiques dans un site fortement accidenté et souvent inaccessible, avec de très fortes pentes.

Selon le commandant Bernaoui, plus de 800 agents de la protection civile et une cinquantaine d'engins de lutte contre les feux de forêt ont été mobilisés au sol, appuyés par d'autres renforts, dont des moyens de lutte aériens. Le dispositif au sol est toujours maintenu sur place pour la surveillance des sites brûlés en raison des conditions climatiques défavorables caractérisées par de fortes

chaleurs et du vent, a-t-il ajouté. Le même responsable, qui a remercié l'ensemble des intervenants qui se sont mobilisés aux côtés de la protection civile (différentes institutions, organisations de la société civile et simples citoyens), s'est réjoui qu'"aucune perte de vie humaine n'est à déplorer et que même les habitations ont été préservées". Il a rappelé, à l'occasion, les instructions du directeur général de la protection civile, le colonel Boualem Boughlaf, lors de son déplacement, samedi soir à Tizi-Ouzou, pour donner la priorité à la protection des personnes et des habitations.

INDE

La mousson a fait des centaines de morts depuis juin en Inde et au Népal

Des pluies torrentielles ont tué depuis juin des centaines de personnes en Inde et au Népal voisin, où des inondations et des glissements de terrain en cette saison de la mousson provoquent des dégâts généralisés, révèlent des données officielles mardi.

Le service météorologique indien a mis en garde cette semaine contre des "pluies violentes" dans l'essentiel des Etats du sud et du nord-est. Mardi, des secouristes sont à la recherche de deux personnes portées disparues après une brusque montée des eaux qui a tué neuf personnes dans le district d'Una, dans l'Etat d'Himachal Pradesh, a indiqué une responsable du district, Shikha Rana citée par les médias. Un véhicule y a été emporté par le courant, selon des témoins.

Dans l'Etat d'Uttar Pradesh (nord), au moins 17 personnes sont mortes dans des inondations depuis la semaine dernière. Dans l'ouest, des zones désertiques du Rajasthan sont, elles, sous les eaux. Vingt-deux personnes, a minima, y ont perdu la vie depuis dimanche, selon les médias locaux.

Dans le nord du pays, l'Uttarakhand est lui aussi touché par des inondations, qui ont tué au moins 51 personnes depuis juin, selon des chiffres communiqués par le gouvernement local. Et en juillet, plus de 200 personnes



sont mortes dans l'Etat méridional du Kerala lorsque des glissements de terrain ont frappé des villages et des plantations de thé.

En mai et en juin, le pays avait déjà été aux prises avec une vague de chaleur. Jusqu'à 49,2 C avaient été mesurés dans la capitale Delhi. Au Népal voisin, 171 personnes sont mortes depuis le début de la mousson, mi-juin, dont 109 dans des glissements de

terrain, selon l'autorité en charge des catastrophes naturelles.

Plus de 40 individus sont portés disparus, et au moins 200 habitants ont été blessés. Dans le district de Chitwan (centre), deux autocars ont été emportés par les eaux d'une rivière mi-juillet après être passés par dessus des barrières de sécurité en béton lors d'un glissement de terrain, tuant quelque 50 personnes.

YÉMEN

Les inondations ont fait au moins 57 morts et touché 34 000 familles (OIM)

Les inondations qui ont commencé fin juin et se sont intensifiées début août au Yémen, ont fait au moins 57 morts et touché plus de 34 000 familles, selon l'Organisation internationale pour les migrations (OIM) "En réponse à ces inondations catastrophiques qui ont ravagé le Yémen, l'OIM intensifie ses opérations d'urgence pour venir en aide aux familles touchées par les pluies incessantes. Les inondations qui ont

commencé fin juin et se sont intensifiées début août, ont fait au moins 57 morts et touché plus de 34 000 familles, dont de nombreuses personnes disparues ou blessées, tandis que des pluies torrentielles ont dévasté des régions telles que Hodeidah, Ta'iz et Ma'rib", a indiqué lundi l'agence onusienne sur son site au Yémen.

"L'ampleur de cette catastrophe est accablante et les besoins humanitaires sont

énormes", a déclaré Matt Huber, chef de mission par intérim de l'OIM au Yémen. "Nos équipes sont sur le terrain et travaillent sans relâche pour fournir une aide vitale aux personnes dans le besoin, mais les ressources à notre disposition sont limitées. Sans un soutien important et durable des donateurs et partenaires internationaux, la capacité à répondre aux besoins des personnes touchées restera gravement limitée", a prévenu Huber.

L'OIM a également prévenu que "la combinaison de l'eau stagnante et des mauvaises conditions d'assainissement crée un terrain fertile pour les moustiques, ce qui pourrait entraîner des épidémies. Les sources d'eau contaminées peuvent exacerber le risque de maladies d'origine hydrique et cholérique, aggravant la crise sanitaire au sein d'une population déjà vulnérable".

ETATS UNIS

La Terre a connu son mois de juillet le plus chaud jamais enregistré (agence américaine)

Le mois dernier a été le mois de juillet le plus chaud jamais enregistré et a marqué le quatorzième record de température mensuel d'affilée, selon une agence américaine. L'année 2024 a désormais 77% de risque d'être la plus chaude jamais observée, a ajouté l'Agence américaine d'observation océanique et atmosphérique (NOAA) dans son bulletin mensuel. La semaine dernière, l'agence européenne Copernicus, qui utilise un jeu de données différent, avait elle estimé que juillet 2024 avait été un tout petit peu moins chaud que juillet 2023.

Mais les deux agences s'accordent sur le caractère alarmant de la situation, chaque mois enregistrant depuis environ un an des températures mensuelles exceptionnelles. L'année 2024 sera de façon certaine dans les cinq années les plus chaudes, selon NOAA, dont les données remontent sur 175 ans. En juillet, la température mondiale a été de 1,21 C au-dessus de la moyenne du 20ème siècle (15,8 C), selon l'agence américaine.

La période a notamment été marquée par une série de vagues de chaleur dans les pays méditerranéens et les pays du Golfe, a-t-elle souligné. L'Afrique, l'Europe et l'Asie ont enregistré leur mois de juillet le plus chaud, tandis qu'il était le deuxième le plus chaud en Amérique du Nord. Les océans ont eux enregistré leur deuxième plus chaud mois de juillet, selon NOAA -- le même résultat que Copernicus --, mettant un terme à 15 mois de records mensuels de températures consécutifs dans les mers.

Mais cette légère amélioration aurait pu être plus importante compte tenu de la fin du phénomène climatique El Nino. 2023 avait déjà été l'année la plus chaude jamais enregistrée. "Les effets dévastateurs du changement climatique ont commencé bien avant 2023 et se poursuivront jusqu'à ce que les émissions mondiales de gaz à effet de serre atteignent la neutralité carbone", avait commenté la semaine dernière Samantha Burgess, cheffe adjointe du service changement climatique (C3S) de Copernicus.

CHINE

Trois personnes se noient dans une rivière en crue à l'est du pays

Trois personnes ont été retrouvées noyées dimanche dans une rivière en crue de la province chinoise du Jiangxi (est), ont annoncé lundi soir les autorités locales. L'accident s'est produit le 9 août vers 15H00 dans la rivière Tongmu du district de Yanshan, lorsque trois personnes ont été submergées par la rivière en crue et ont disparu alors qu'elles jouaient au bord de l'eau, selon le Bureau de gestion des urgences du district.

Plus de 300 personnes des services locaux de la gestion des urgences, de la sécurité publique et de la lutte contre les incendies ont participé aux opérations de recherche et de sauvetage. Dimanche à 11H00, les trois personnes avaient été retrouvées, mais ne présentaient aucun signe vital. Selon le bureau, elles appartenaient toutes à la même famille.

INCENDIES EN GRÈCE

Un corps retrouvé dans une usine détruite par les flammes

Un corps a été découvert mardi dans une usine détruite par l'un des violents incendies qui font rage depuis dimanche dans la banlieue nord-est d'Athènes, a rapporté l'agence officielle ANA. Ce corps, vraisemblablement celui d'une femme d'une soixantaine d'années, a été découvert dans une usine à Patima Halandriou, dans une municipalité dont les 70.000 habitants ont été en partie évacués lundi.

Des centaines de pompiers continuent mardi de lutter contre les flammes qui, attisées par des vents puissants, atteignent par endroits une hauteur de 25 mètres et forment un front d'environ 30 km, selon la télévision publique ERT. L'incendie, dont les fumées recouvrent une partie de la capitale, s'est déclenché dimanche après-midi à Varnavas, à 35 km au nord-est d'Athènes, et sa propagation rapide a contraint le pays à lancer un appel à l'aide. Des renforts provenant de plusieurs pays de l'Union européenne, de Turquie et de Serbie notamment, sont attendus mardi.

APS

VENEZUELA

25 morts lors des troubles post-électorales

Le procureur général du Venezuela a fait état lundi d'un bilan de 25 morts et 192 blessés lors des troubles qui ont suivi la proclamation de la victoire de Nicolas Maduro, qui a exigé des services de l'Etat une "main de fer" contre les auteurs des violences. "25 personnes ont été tuées, dont deux membres de la Garde nationale bolivarienne, en seulement 48 heures (...) entre le 29 et le 30 juillet", a annoncé

le procureur Tarek William Saab lors d'une réunion du Conseil de défense et d'Etat, évoquant aussi "192 blessés par armes à feu, armes blanches, divers objets contondants et bombes incendiaires". Le procureur a notamment accusé l'opposition, assurant que "tous ces décès peuvent être attribués aux groupes criminels instrumentalisés par les +comanditos+", noms que se sont donné les

groupes de militants de l'opposition. "En tant que chef d'Etat, chef de gouvernement et président du Venezuela, j'exige de tous les pouvoirs de l'Etat une plus grande rapidité, une plus grande efficacité et une main de fer face à la criminalité, à la violence et aux crimes de haine, une main de fer et une justice sévère", a lancé M. Maduro lors de la réunion du Conseil de défense et d'Etat.

Huit morts dans une explosion de gaz

Au moins huit personnes sont décédées et 22 autres ont été blessées lundi dans une explosion de gaz survenue à Petare, ville à l'est de Caracas, la capitale du Venezuela, a annoncé

un responsable du gouvernement. "Malheureusement, huit personnes sont mortes, dont deux bébés. Nous présentons nos plus sincères condoléances et exprimons notre soli-

darité à leurs familles", a déclaré Hector Rodriguez, gouverneur de l'Etat de Miranda, sur les réseaux sociaux.

Les personnes blessées ont été transportées à l'hôpital pour y

être soignées, a confirmé M. Rodriguez. Le gouverneur avait déclaré plus tôt que l'accident avait été causé par une "fuite de gaz et l'explosion subséquente de la bonbonne".

INTOXICATIONS ALIMENTAIRES Le ministre de la Santé préside une journée de sensibilisation



Le ministre de la Santé, Abdelhak Saihi, a présidé, mardi à Alger, les travaux d'une journée de sensibilisation sur les intoxications alimentaires, en présence de spécialistes et de représentants des secteurs concernés.

S'exprimant à cette occasion, le ministre a appelé à l'impératif de prendre les mesures nécessaires en coordination avec les différents acteurs, en "renforçant le contrôle et sensibilisant le citoyen aux risques liés à ce phénomène".

A cet égard, le ministre a rappelé les orientations de la Direction de la prévention relevant du ministère de la Santé, afin de prévenir les intoxications alimentaires, notamment en été.

Dans le même contexte, M. Saihi a fait état de "1.600 cas d'intoxications enregistrés depuis le 1^{er} juin dernier", dont la majorité ont été enregistrés au niveau des espaces commerciaux et les lieux privés, tels que les fêtes de mariages et les rencontres familiales, d'où la nécessité de davantage de prudence et de vigilance.

De son côté, la présidente de la commission sectorielle de la sécurité sanitaire des aliments, Mounira Korichi, a indiqué que deux (2) cas de décès, ont été enregistrés depuis le début de l'année en cours, des suites d'intoxications alimentaires, appelant à intensifier les campagnes de sensibilisation à ce phénomène.

MILA

Lancement de la réalisation d'un hôpital de 60 lits à Tadjenanet (responsable)

Les travaux de réalisation d'un hôpital d'une capacité de 60 lits ont été lancés courant cette semaine dans la commune de Tadjenanet (Sud de Mila), a déclaré mardi le directeur local des équipements publics, Abdelaali Boufrioua.

Selon le même responsable, une enveloppe financière de près de 1,5 milliards DA a été octroyée à l'étude, la réalisation et le suivi de cet hôpital retenu pour la wilaya de Mila au titre de l'exercice 2023.

Le cahier des charges de ce projet fixe à 15 mois le délai de réalisation de cet équipement public, selon la même source qui a indiqué que "l'entreprise de réalisation s'est engagée à le livrer avant la fin des délais contractuels pour en permettre la mise en service dans les plus proches délais".

Cette structure hospitalière permettra à terme d'améliorer la prise en charge sanitaire des habitants de cette commune à forte densité urbaine ainsi que des communes limitrophes et leur éviter les déplacements vers d'autres wilayas, a-t-on fait savoir.

Les préparatifs sont en outre en cours pour lancer les travaux de réalisation de deux autres hôpitaux dans les communes de Teleghema et Minar Zerza et la direction des équipements publics s'attèle à parachever les procédures légales pour en engager les travaux "au plus vite", a-t-on ajouté.

APS

INFRASTRUCTURES Skikda : lancement prochain du projet de réalisation d'un hôpital de 240 lits (wilaya)

Les travaux de réalisation d'un hôpital de 240 lits dans la ville de Skikda devront être lancés au cours du premier trimestre de l'année 2025, apprend-on mardi auprès des services de la wilaya.



Selon la même source, les procédures administratives préalables à l'engagement des travaux de cet équipement public ont été déjà entamées. Ce projet a été inscrit en 2023 pour une enveloppe financière estimée à 3

milliards DA sur un terrain de 5 hectares devant accueillir plusieurs services dont ceux de la neurochirurgie, de la chirurgie cardiaque, de la chirurgie générale, de la médecine interne et la chirurgie thoracique,

a-t-on précisé. Cet équipement dont la réalisation s'inscrit dans le cadre de l'amélioration des prestations sanitaires dans la wilaya comprendra notamment neuf salles des opérations chirurgicales, est-il noté.

RELIZANE

L'hôpital "Mohamed Boudiaf" renforcé par de nouveaux équipements médicaux



L'Établissement public hospitalier "Mohamed Boudiaf" de la ville de Relizane a été renforcé, récemment, par "d'importants nouveaux équipements", destinés à assurer une meilleure prise en charge des malades, a-t-on appris, mardi,

auprès de cette infrastructure de santé publique. L'acquisition de ces équipements, entrés en exploitation durant le mois de juillet dernier, s'inscrit dans le cadre de la stratégie du ministère de tutelle, visant à promouvoir les prestations de santé et à améliorer la prise en charge des malades, a fait savoir la même source.

L'enveloppe financière allouée à cette opération, puisée du budget de l'Établissement hospitalier et de la direction locale de la Santé et de la population (DSP), au titre de l'exercice 2023-2024, est évaluée à près de 200 millions de dinars, a indiqué la même source, ajoutant que les nouveaux équipements

concernent un scanner, des appareils modernes d'hémodialyse, d'endoscopie digestive et d'un appareil de radiographie numérique multifonctions, en plus d'autres équipements destinés aux services de réanimation, de pédiatrie, de médecine interne et d'ophtalmologie. Par ailleurs, l'hôpital "Mohamed Boudiaf" devra être consolidé, avant la fin de cette année, par d'autres nouveaux équipements, devant être majoritairement destinés à

l'unité d'hémodialyse, de même que par la rénovation des équipements existants, a-t-on ajouté. Il convient de signaler que le même hôpital a vu, récemment, son personnel médical renforcé par plus de 30 nouveaux praticiens spécialistes recrutés dans le cadre du service civile inhérent aux médecins spécialistes, portant ainsi le nombre global des médecins spécialistes activant au niveau de ces divers services à 107 praticiens.

PALESTINE Ghaza: le bilan de l'agression sioniste s'alourdit à 39.929 martyrs

Le bilan de l'agression génocidaire sioniste contre la bande de Ghaza s'est alourdi à 39.929 martyrs et 92.240 blessés, depuis le 7 octobre 2023, ont indiqué mardi les autorités palestiniennes de la Santé.

Selon la même source, l'armée d'occupation sioniste a commis 2 massacres au cours des dernières 24 heures dans la bande de Ghaza, faisant 32 martyrs et 88 blessés. Les autorités palestiniennes de la santé ont indiqué qu'un certain nombre de victimes palestiniennes se trouvaient encore sous les décombres et sur les routes, et que les forces de l'occupation empêchaient les ambulances et les équipes de la Protection civile de leur porter secours. Depuis le 7 octobre 2023, l'armée sioniste mène une agression sauvage contre l'enclave pa-



lestinienne qui a entraîné des destructions massives d'infrastructures humanitaires sans précédent. En plus d'une catastrophe

EBOLA Une équipe de l'OMS déployée en RDC pour enquêter sur des cas suspects



Une délégation de l'Organisation mondiale de la santé (OMS) a été dépêchée dans le nord de la République démocratique du Congo (RDC) pour soutenir les autorités locales dans la recherche de cas suspects d'Ebola, a annoncé lundi l'Organisation. Une équipe d'experts multisectoriels de l'OMS est arrivée

dimanche dans la province du Bas-Uélé (nord) après que des cas de fièvre hémorragique, entraînant des décès, ont été signalés dans plusieurs villages de la province. "Dans le cadre de l'appui à l'enquête de ces cas suspects notifiés avec cas des malades, nous nous sommes déployés pour accompagner la pro-

vince et renforcer la coordination de réponse, aider toutes les autorités à enquêter pour comprendre de quoi il s'agit et pourquoi les gens tombent malades", a indiqué Diallo Amadou Muktar, responsable du programme des urgences à l'OMS. La délégation a également apporté des stocks de médicaments et du matériel médical pour soutenir les équipes locales dans la gestion des autres maladies courantes de la région. Trois cas suspects de la maladie à virus Ebola ont été récemment rapportés dans la zone de santé d'Aketi de la province du Bas-Uélé. En 2017, une épidémie d'Ebola a été déclarée dans la province du Bas-Uélé, avec huit cas signalés dont quatre morts. La maladie à virus Ebola est endémique en RDC. En septembre 2022, La RDC a déclaré la fin de la 15e épidémie d'Ebola dans la province du Nord-Kivu (est).

GRANDE BRETAGNE Les autorités s'engagent à ériger les soins de santé mentale après un rapport accablant

Le gouvernement britannique s'est engagé mardi à ériger les soins de santé mentale en "priorité" à la suite d'un rapport accablant sur le suivi psychiatrique de l'auteur d'un triple meurtre, témoignage des défaillances et difficultés des services publics dans ce domaine. Face aux inquiétudes grandissantes concernant les délais de traitement et la qualité de la prise en charge, le ministre de la Santé, Wes Streeting, a assuré, dans le quotidien The Sun, vouloir "faire de la santé mentale une priorité".

"Nous allons mettre à jour la loi pour l'adapter à notre époque et garantir que les soins soient appropriés, proportionnés et

bienveillants, tout en assurant la sécurité du public", a-t-il affirmé. Mardi, la commission britannique chargée d'évaluer la qualité des soins (CQC) a pointé une "série d'erreurs et mauvais jugements" dans le suivi psychiatrique de l'auteur d'une attaque au couteau qui a fait trois morts en juin 2023 à Nottingham, en Angleterre.

Selon elle, le risque posé par cet homme atteint de schizophrénie paranoïde, n'avait "pas été bien géré" malgré de nombreux signaux d'alerte et un comportement agressif. Son suivi dans un établissement public spécialisé dédié aux cas les plus graves a pris fin en septembre 2022. Quelques



mois plus tard, le 13 juin 2023, cet homme a poignardé à mort deux étudiants puis l'employé d'une école. Pendant ses deux ans de suivi, le mis

en cause avait été hospitalisé à quatre reprises pour des "comportements menaçants et agressifs résultant d'une psychose".

APS

EPIDÉMIE DE MPOX L'agence de santé de l'UA déclare "une urgence de santé publique"



L'agence de santé de l'Union africaine (UA), Africa CDC, a déclaré "une urgence de santé publique", son plus haut niveau d'alerte, face à l'épidémie de mpx en cours dans plusieurs pays du continent, a annoncé mardi son directeur. "Le mpx a désormais traversé les frontières, touchant des milliers de personnes à travers notre continent (...) J'annonce, le cœur lourd mais avec un engagement indéfectible envers notre peuple, envers nos citoyens africains, que nous déclarons le mpx comme une urgence de santé publique continentale, a dit le président de l'Africa CDC, Jean Kasenya, lors d'une conférence de presse.

"Cette déclaration n'est pas une simple formalité, c'est un appel clair à l'action. C'est une reconnaissance du fait que nous ne pouvons plus nous permettre d'être réactifs. Nous devons être proactifs et agressifs dans nos efforts pour contenir et éliminer ce fléau", a-t-il ajouté. Cette annonce, qui va notamment permettre de débloquer des fonds pour l'accès à des vaccins et d'avoir une réponse continentale, intervient à la veille de la réunion du comité d'urgence de l'Organisation mondiale de la Santé (OMS) pour évaluer s'il faut décréter le plus haut degré d'alerte sanitaire au niveau international face à cette maladie.

Anciennement connu sous le nom de variole du singe, le mpx est une maladie virale qui se propage de l'animal à l'homme mais qui se transmet aussi par contact physique étroit avec une personne infectée par le virus. Un total de 38.465 cas ont été recensés dans 16 pays africains depuis janvier 2022, pour 1.456 décès, avec notamment une augmentation de 160% des cas en 2024 comparé à l'année précédente, selon des données publiées la semaine dernière par l'Africa CDC.

Le virus Mpx continue de se propager dans le monde, avertit l'OMS

L'Organisation mondiale de la santé (OMS) a averti dans un nouveau rapport que le virus Mpx (longtemps appelé variole du singe) continue de se propager dans le monde. "En juin 2024, un total de 934 nouveaux cas de virus Mpx confirmés en laboratoire et 4 décès associés ont été signalés à l'OMS dans 26 pays. Cela montre que le Mpx continue de se propager dans le monde entier", indique le rapport publié lundi.

Le rapport indique que "587 cas de Mpx ont été signalés dans la région africaine de l'OMS, 175 dans la région des Amériques, 100 dans la région européenne, 81 dans la région du Pacifique occidental et 11 dans la région de l'Asie du Sud-Est". Dans le rapport, il a été noté que "les notifications des pays à l'OMS concernant les cas de variole Mpx ont diminué et que les données mondiales actuelles sont estimées inférieures au nombre réel de cas". Le document indique également que "96% des cas confirmés dans la région africaine ont été signalés en République démocratique du Congo (RDC)". La maladie, pour laquelle il n'existe pas de méthode de traitement spécifique, est traitée avec des médicaments antiviraux.

DIABÈTE GESTATIONNEL

Les causes et les traitements de ce diabète de grossesse

Environ 8 femmes enceintes sur 100 développent un diabète gestationnel pendant leur grossesse.

Le diabète gestationnel se définit comme un "trouble de la tolérance glucidique que l'on diagnostique pendant la grossesse, quel que soit le terme" explique le Dr. Lilliane Borgès-Martin, médecin endocrinologue.

En clair : le diabète gestationnel est une forme particulière de diabète qui atteint spécifiquement les femmes enceintes. D'ailleurs, on parle aussi de "diabète de grossesse".

Diabète gestationnel : que se passe-t-il exactement ?

"Pendant la grossesse, et notamment aux deuxième et troisième trimestres, on constate une perte d'efficacité de l'insuline, cette hormone qui est chargée de réguler le taux de sucre dans le sang (glycémie)", répond le Dr. Lilliane Borgès-Martin. Cette perte d'efficacité est en partie liée aux hormones produites par le placenta. "Si, chez la plupart des femmes enceintes, le pancréas produit naturellement davantage d'insuline pour contrebalancer ce phénomène, en cas de diabète gestationnel, le pancréas ne parvient pas à suivre la cadence : se développe donc une insulino-résistance (comprendre : les cellules du corps deviennent résistantes à l'insuline, qui ne peut plus faire pénétrer le sucre dans les organes qui en ont besoin) puis une hyperglycémie chronique (c'est-à-dire : un taux de sucre dans le sang constamment trop élevé) – c'est le diabète gestationnel".

Diabète gestationnel : c'est fréquent ? Le diabète de grossesse concerne environ 8 % des femmes enceintes : "on constate toutefois une augmentation de la prévalence, grâce à un meilleur dépistage, mais aussi à cause d'une hausse de l'obésité" analyse le médecin endocrinologue.

Diabète gestationnel : qui sont les femmes concernées ?

Les facteurs de risque du diabète gestationnel sont aujourd'hui bien connus :

Le surpoids et l'obésité : lorsque l'indice de masse corporelle (IMC) dépasse 25,

L'âge : les femmes enceintes âgées de plus de 35 ans présentent un risque accru,



Les antécédents familiaux de diabète : quand on a un frère, une sœur ou un parent diabétique (diabète de type 1 ou de type 2).

Le syndrome des ovaires polykystiques (SOPK).

Les antécédents de fausse couche ou de macrosomie (un bébé de plus de 4 kilos à la naissance). L'hypertension gravidique : il s'agit d'une hypertension artérielle (HTA) spécifique à la grossesse.

À savoir. "Le diabète gestationnel est de plus en plus fréquent chez les femmes en situation de précarité" ajoute le Dr. Lilliane Borgès-Martin. Cette pathologie est également plus répandue chez les femmes enceintes asiatiques et africaines.

Diabète gestationnel : c'est grave, docteur ?

Si le diabète gestationnel n'est pas diagnostiqué ni pris en charge, il y a effectivement un risque pour la mère et pour le bébé à naître.

Ainsi, le diabète de grossesse est associé à un risque accru :

D'une hypertension artérielle de grossesse : on parle aussi d'hypertension gravidique.

De pré-éclampsie : cette maladie de la grossesse se caractérise par une tension artérielle anormalement élevée et est responsable d'un

tiers des naissances de grands prématurés en France.

D'accouchement prématuré : lors de l'accouchement survient avant 8 mois ½ de grossesse (37 semaines d'aménorrhée).

De macrosomie : on parle de macrosomie lorsque le bébé pèse plus de 4 kilos à la naissance.

D'hypoglycémie du nouveau-né à la naissance, le bébé présente un excès de liquide amniotique, on pourra également procéder à un dépistage du diabète gestationnel. À savoir. "Tous les mois, on mesure la glycosurie de toutes les femmes enceintes, c'est-à-dire le taux de sucre dans l'urine : si celui-ci est anormal, cela constitue également un motif de dépistage du diabète de grossesse" ajoute le médecin endocrinologue.

Comment se déroule le dépistage du diabète gestationnel ? Chez les femmes enceintes qui présentent un risque de diabète gestationnel, on réalisera d'abord une glycémie à jeun au moment du diagnostic de la grossesse ou au même mois de grossesse : il s'agit d'une prise de sang à faire à jeun.

"Deuxième examen possible : il s'agit de proposer un hyperglycémie chez la femme enceinte en lui faisant ingérer (par voie orale) 75 g de sucre, entre la 24ème et la 28ème semaine d'aménorrhée. On mesure la glycémie (à l'aide d'une prise de sang) avant de donner le sucre, puis 1 heure après et encore 2 heures

Diabète gestationnel : comment est-il dépisté ?

Le dépistage du diabète gestationnel n'est pas systématique : "on dépiste les patientes à risque, c'est-à-dire les femmes enceintes âgées de plus de 35 ans, les femmes enceintes obèses ou en surpoids, les femmes enceintes atteintes d'un syndrome des ovaires polykystiques..." précise le Dr. Lilliane Borgès-Martin. S'il y a une prise de poids importante entre le fœtus et le 7ème mois de grossesse (comprendre : une prise de poids supérieure à 5 kilos), si le bébé semble gros à l'échographie (ou si on observe un excès de liquide amniotique), on pourra également procéder à un dépistage du diabète gestationnel. À savoir. "Tous les mois, on mesure la glycosurie de toutes les femmes enceintes, c'est-à-dire le taux de sucre dans l'urine : si celui-ci est anormal, cela constitue également un motif de dépistage du diabète de grossesse" ajoute le médecin endocrinologue.

Comment se déroule le dépistage du diabète gestationnel ? Chez les femmes enceintes qui présentent un risque de diabète gestationnel, on réalisera d'abord une glycémie à jeun au moment du diagnostic de la grossesse ou au même mois de grossesse : il s'agit d'une prise de sang à faire à jeun.

"Deuxième examen possible : il s'agit de proposer un hyperglycémie chez la femme enceinte en lui faisant ingérer (par voie orale) 75 g de sucre, entre la 24ème et la 28ème semaine d'aménorrhée. On mesure la glycémie (à l'aide d'une prise de sang) avant de donner le sucre, puis 1 heure après et encore 2 heures

significativement plus faible chez les femmes prenant le probiotique par rapport à celles sous placebo. Les scientifiques ont aussi observé que 62% des participantes qui ont pris le placebo ont été touchées par un diabète gestationnel, contre 2,8% des femmes mères qui ont été traitées avec le probiotique, soit 68% de femmes en moins. Nous avons constaté que les effets protecteurs

étaient plus forts chez les femmes âgées et chez celles qui avaient déjà fait un diabète gestationnel", explique le professeur Julian Crane de l'Université d'Ottago, Wellington, auteur de l'étude. Les chercheurs vont mener des études complémentaires pour déterminer si ce probiotique peut aussi réduire le risque de plus en plus fréquent de développer le diabète de type 2.

Après l'accouchement, le diabète gestationnel disparaît généralement. Cependant, les femmes qui ont eu un diabète gestationnel ont un risque accru de développer un diabète de type 2 plus tard dans la vie.

À savoir. "En cas de diabète gestationnel, la femme enceinte doit adopter une alimentation diabétique (un régime alimentaire pauvre en sucres lents et en sucres rapides, riche en légumes et en fibres) et pratiquer une activité physique adaptée à la grossesse (natation, marche...)." En effet, le sport permet de lutter contre l'insulino-résistance "développe le métabolisme endocrinologique.

À savoir. "En cas de diabète gestationnel, la femme enceinte doit prendre 6 fois par jour sa glycémie à l'aide d'une mesure au bout du doigt" ajoute le spécialiste.

Si les mesures hygiéno-diététiques ne suffisent pas, des injections d'insuline pourront être prescrites. "Les médicaments antidiabétiques classiques sont contre-indiqués pendant la grossesse" précise le médecin.

Diabète gestationnel : peut-on en guérir ? Bonne nouvelle : dans plus de 90 % des cas, le diabète gestationnel disparaît à l'accouchement. Toutefois, il est nécessaire (48 heures après l'accouchement) de contrôler sa glycémie au bout de deux à trois jours.

Ensuite, le test de l'hyperglycémie par voie orale devra être refait 3 mois après l'accouchement pour vérifier que la maladie a bien disparu.

"Par ailleurs, la femme devra faire doser sa glycémie une fois par an car le diabète gestationnel constitue un facteur de risque pour le diabète de type 2 (DT2)" ajoute le Dr. Lilliane Borgès-Martin.

Merci au Dr. Lilliane Borgès-Martin, médecin endocrinologue spécialiste du diabète gestationnel et référente en médecine ambulatoire sur le diabète gestationnel à la Clinique Breffiché (Nantes – groupe ELSAN).

La dépression et le diabète gestationnel seraient fortement liés

Il existerait un lien bidirectionnel entre diabète gestationnel et dépression pendant la grossesse.

Les femmes déprimées pendant leur grossesse auraient un risque plus élevé de développer un diabète gestationnel, selon les résultats d'une étude publiée dans la revue médicale Diabetologia. Et l'inverse serait aussi vrai. Les femmes touchées par un diabète gestationnel auraient une probabilité plus forte de subir une dépression post-partum six mois après leur accouchement.

Les chercheurs des National Institutes of Health aux États-Unis ont analysé les dossiers de grossesse de la cohorte NICHD fetal études-Singleton qui a suivi l'évolution de milliers de femmes enceintes. L'étude a inclus 2 334 femmes non-obèses et 468 femmes obèses de la 8ème à la 13ème semaine de grossesse. Les participantes ont répondu à des questionnaires sur les symptômes de dépression au cours de leur grossesse, puis six semaines après l'accouchement. Les chercheurs ont également examiné les dossiers médicaux des femmes pour identifier celles ayant développé un diabète gestationnel.

Un lien marqué entre diabète gestationnel et dépression pendant la grossesse

Les conclusions de cette étude ont montré un lien bidirectionnel entre la dépression et le diabète gestationnel. Les femmes qui ont déclaré se sentir déprimées au cours des deux premiers trimestres de la grossesse étaient presque deux fois plus susceptibles de développer un diabète gestationnel. À l'inverse, une analyse a révélé que les femmes qui ont développé un diabète gestationnel étaient plus susceptibles de souffrir de dépression post-partum six semaines après l'accouchement.

Nos données suggèrent que la dépression et le diabète gestationnel peuvent se produire ensemble", a déclaré Stefanie Hinkle, auteure de l'étude. "Jusqu'à ce que nous en sachions plus, les médecins devraient observer les femmes enceintes présentant des symptômes dépressifs et des signes de diabète gestationnel. Il devrait aussi surveiller les femmes qui ont eu un diabète gestationnel pour prévenir la dépression post-partum".

Les chercheurs des National Institutes of Health aux États-Unis ont analysé les données

L'exercice physique pendant la grossesse réduirait les risques

Une méta-analyse espagnole montre que la pratique modérée de l'exercice physique pendant la grossesse pourrait réduire la prise de poids et prévenir le diabète gestationnel.

Vous attendez un heureux événement ? Si vous pratiquez un peu d'exercice tout au long de la grossesse, vous éviterez la prise de poids et réduirez des 36 % les risques de développer du diabète gestationnel. Telles sont les conclusions d'une méta-analyse espagnole de 13 études portant au total sur plus de 2 800 femmes. Ses résultats ont été présentés dans la revue BJOG.

LES RISQUES DU DIABÈTE DU GESTATIONNEL POUR LA MÈRE ET L'ENFANT

"Le diabète gestationnel est l'une des complications les plus courantes de la grossesse", rappellent les chercheurs à l'origine de la méta-analyse, de l'Hôpital Virgen de la Luz, à Cuenca (Espagne). Le diabète gestationnel qui survient chez la femme enceinte vers la fin du deuxième trimestre de grossesse révèle un diabète antérieur non détecté ou un diabète spécifique à la période de la grossesse.

Ce trouble de la glycémie, qui entraîne ici une hyperglycémie aiguë ou chronique ou un comportement de nombreux risques pour la mère comme pour l'enfant, pendant toute la période périnatale. Chez l'enfant, ce diabète peut engendrer une croissance et un poids excessifs (prise de 4kg), une détresse respiratoire, une hypoglycémie néonatale et un risque de développer un diabète de type 2. Et chez la mère, ce diabète gestationnel peut causer un accouchement difficile ou prématuré, une pré-éclampsie avec une prise de poids, des œdèmes, une hypertension artérielle et des complications rénales.

RÉDUCTION DU RISQUE DE DIABÈTE GESTATIONNEL DE 30 % AVEC L'EXERCICE

Avec la pratique d'exercice physique modéré au cours de leur grossesse, l'analyse confirme



une réduction du risque de diabète gestationnel de 30% chez les femmes et même de 36% chez les femmes ayant pratiqué tout au long de leur grossesse.

Cet effet est encore plus significatif avec un programme combinant la gym tonique, la musculation, la souplesse et l'exercice aérobic. L'exercice facilité aussi une prise de poids raisonnable. Sa pratique, durant la grossesse

est matérialisée par un kilo de moins en moyenne par rapport aux femmes qui n'ont pas pratiqué.

N'ayez donc pas peur de l'exercice pendant la grossesse ! Il n'aura que des effets positifs et importants sur la santé et sans danger pour la mère et le bébé si vous le pratiquez de manière modérée.

Comment prévenir le risque cardiaque après un diabète gestationnel ?

Un mode de vie sain réduirait le risque cardiovasculaire après un diabète gestationnel.

Les femmes qui ont souffert de diabète gestationnel au cours de leur grossesse peuvent être en mesure de réduire ou même d'éliminer leur risque de maladies cardiovasculaires en suivant un mode de vie sain les années qui suivent l'accouchement, selon les résultats d'une étude publiée dans la revue médicale Journal of the American Medical Association. Le diabète gestationnel est une sorte de diabète, ou de glycémie élevée, qui survient uniquement pendant la grossesse. Bien qu'il disparaisse souvent après la naissance, de nombreuses femmes atteintes de cette maladie développent plus tard un diabète de type 2.

Certaines études ont montré que les femmes atteintes de diabète gestationnel ont également un risque de développer des maladies cardiovasculaires, comme l'hypertension artérielle, l'hypercholestérolémie, le durcissement des artères, les crises cardiaques et les accidents vasculaires cérébraux. Les



chercheurs ont constaté que les femmes qui n'ont pas adopté un mode de vie sain à la suite d'un diabète gestationnel avaient un risque accru de 43% de maladies cardiovasculaires, en particulier les crises cardiaques et les AVC. Les chercheurs des National Institutes of Health aux États-Unis ont analysé les données

médicales de l'enquête de santé « Health Study II », qui analyse les habitudes de santé et les antécédents médicaux de plus de 900 000 femmes d'avant la grossesse jusqu'à l'âge mûr et les premières années du troisième âge. Cette étude confirme les liens entre le diabète gestationnel et les maladies cardiovasculaires révélés par d'autres études. Elle apporte aussi certaines preuves que la maladie cardiovasculaire après le diabète gestationnel est inévitable pour les femmes qui adoptent une alimentation saine, conservent un poids santé, font de l'exercice modérément et ne fument pas.

Les probiotiques réduisent le risque de diabète gestationnel

Pendant la grossesse, les femmes enceintes devraient prendre des probiotiques pour réduire le risque de diabète gestationnel.

Les probiotiques protégeraient les femmes enceintes du diabète gestationnel, selon les résultats d'une étude publiée British Nutrition Journal. Le probiotique (Lactobacillus rhamnosus HN001), qui est utilisé pour fabriquer des

produits laitiers fermentés comme le yaourt, a été donné sous forme de comprimé à 194 femmes enceintes, alors que 200 femmes ont reçu un placebo. Les chercheurs de l'Université d'Ottago, Wellington et de l'Université d'Auckland en Nouvelle-Zélande ont évalué le diabète gestationnel à 24 et 30 semaines de grossesse. L'étude a révélé que la glycémie à jeun était si-

gnificativement plus faible chez les femmes prenant le probiotique par rapport à celles sous placebo. Les scientifiques ont aussi observé que 62% des participantes qui ont pris le placebo ont été touchées par un diabète gestationnel, contre 2,8% des femmes mères qui ont été traitées avec le probiotique, soit 68% de femmes en moins. Nous avons constaté que les effets protecteurs

étaient plus forts chez les femmes âgées et chez celles qui avaient déjà fait un diabète gestationnel", explique le professeur Julian Crane de l'Université d'Ottago, Wellington, auteur de l'étude. Les chercheurs vont mener des études complémentaires pour déterminer si ce probiotique peut aussi réduire le risque de plus en plus fréquent de développer le diabète de type 2.

SAHARA OCCIDENTAL

L'armée sahraouie cible un poste logistique des forces d'occupation marocaines à Mahbès

Des détachements avancés de l'Armée de libération populaire sahraouie ont ciblé un poste logistique des forces d'occupation marocaines dans le secteur de Mahbès, a indiqué lundi un communiqué de la Direction centrale du Commissariat politique de l'Armée sahraouie.

Des unités avancées de l'Armée sahraouie ont ciblé, lundi, un poste logistique de l'occupant marocain dans la région de Laagad (secteur de Mahbès), "lui infligeant de lourdes pertes humaines et matérielles", selon le communiqué militaire rapporté par l'Agence de presse sahraouie (SPS). Les attaques de l'Armée sahraouie se poursuivent contre les retranchements des forces d'occupation marocaines "le long du mur de la honte", a conclu le communiqué.



Le CODAPSO condamne "fermement" la destruction par les autorités marocaines d'occupation des biens des Sahraouis

Le Comité de défense du droit du peuple sahraoui à l'autodétermination (CODAPSO) a condamné "fermement" mardi la démolition et la destruction par les autorités marocaines d'occupation des biens des Sahraouis dans la ville de Laâyoune occupée et sa banlieue. Le Comité a souligné, dans un communiqué, que les autorités d'occupation marocaines mènent, ces derniers jours, d'intenses opérations de démolition des habitations de nombreux citoyens sahraouis, ainsi que les bâtiments qui abritent leur bétail et leurs volailles qui constituent, pour certaines des victimes, une source pour subvenir aux besoins de leurs familles.

Ces opérations ont touché les quartiers de "Laburkou", de "Diridik", la rue "Dar Al Salam" et le "nouveau marché de Ruhaiba", mais aussi des baraques au bord de la mer qui ont été incendiées et démolies par les autorités d'occupation. Qualifiant ces opérations d'actes "terroristes", le CODAPSO a signalé que ces opérations, lancées en février dernier, se poursuivent jusqu'à présent.

L'organisation "FreedomSun" pour la protection des défenseurs sahraouis des droits de l'homme qui a recueilli, par le passé, de nombreuses dépositions de victimes et de témoins oculaires de ces démolitions, avait dénoncé "une pratique systématique" visant à "intimider la population" sahraouie. L'organisation a soutenu que la méthode de destruction utilisée par les autorités d'occupation constitue "une pratique systématique de ces forces d'occupation", déjà utilisée dans les régions de Smara occupée, d'Oued Es-Saguia et de Sidi Ahmed Laaroussi, visant à "restreindre et étouffer les Sahraouis et à les contraindre à accepter la politique de colonisation et de coexistence avec les colons marocains".

Elle a rappelé, à ce titre, que ces pratiques constituent "une violation grave de l'article 33 de

la quatrième Convention de Genève", qui stipule qu'"aucune personne protégée ne peut être punie pour une infraction qu'elle n'a pas commise personnellement". "Les peines collectives, de même que toute mesure d'intimidation ou de terrorisme, sont interdites. Le pillage est interdit. Les mesures de représailles à l'égard des personnes protégées et de leurs biens sont interdites", a-t-elle ajouté. Selon "FreedomSun", cette politique de destruction des habitations s'inscrit "dans un contexte plus large de graves violations et d'autres pratiques organisées, telles que le ciblage des manifestants sahraouis, leur interdiction de se rassembler, la suspension de leurs salaires et les restrictions sur leur liberté de mouvement", mesures qui constituent, a-t-elle poursuivi, "des violations des droits de l'homme et du droit international, en particulier de la quatrième Convention de Genève".

"Malgré la clarté de ces violations, la communauté internationale est restée inerte face aux violations des droits de l'homme au Sahara occidental occupé et n'a pas cherché à protéger les civils conformément à ses obligations légales en vertu des articles 1 à 146 de la quatrième Convention de Genève", a-t-elle déploré. Par ailleurs, le Secrétaire général de l'ONU, Antonio Guterres, a regretté, dans son dernier rapport pour la période juillet 2023/juin 2024, l'absence de données au sujet de la situation des droits humains dans les territoires sahraouis occupés, rappelant le refus du Maroc d'autoriser l'accès à ces territoires aux représentants du Haut-Commissariat de l'ONU des droits de l'homme.

"Le manque d'accès à des informations de première main et l'absence de surveillance indépendante, impartiale, globale et régulière de la situation des droits humains ont été préjudiciables à une évaluation globale de la situation des droits humains dans la région", a-t-il affirmé.

TANZANIE

Libération des leaders du principal parti d'opposition

Les leaders du principal parti d'opposition en Tanzanie, Chadema, arrêtés avant un rassemblement interdit par la police dans la ville de Mbeya (sud-ouest), ont été libérés sous caution, ont rapporté des médias mardi, citant le porte-parole du parti. "Les principaux dirigeants de Chadema Freeman Mbowe, Tundu Lissu, John Mnyika, John Pambalu ont été renvoyés à Dar es Salaam (la capitale économique, ndlr) par la police et ont payé leur caution", a annoncé le directeur de la

communication du parti John Mrema dans un message sur X, repris par les médias.

Durant la nuit, le chef des opérations et de la formation de la police Awadh Haji avait affirmé que "tous les principaux dirigeants de Chadema qui ont été arrêtés, après interrogatoire et autres procédures, ont été renvoyés d'où ils venaient", certains sous "escorte policière". Le vice-président de Chadema, Tundu Lissu, et le secrétaire général du parti, John Mnyika, avaient été arrêtés dimanche à

Mbeya, où devait se tenir un rassemblement organisé dans le cadre de la Journée internationale de la jeunesse. Le président Freeman Mbowe et le responsable de la branche jeunesse du parti John Pambalu avaient eux, été interpellés lundi à leur arrivée à l'aéroport de Songwe, à une vingtaine de kilomètres de Mbeya. Un total de 520 personnes ont été arrêtées à travers le pays, a annoncé la police dans un communiqué, relayé par les médias.

APS

SOUDAN

L'OIM exhorte la communauté internationale à augmenter le financement des agences humanitaires

L'Organisation internationale pour les migrations (OIM) a exhorté, mardi, la communauté internationale à augmenter le financement des agences humanitaires, en réponse à la plus grande crise de déplacement au monde au Soudan, avertissant que l'inaction pourrait coûter la vie à des dizaines de milliers de personnes dans ce pays d'Afrique du Nord-Est.

L'OIM n'a reçu que 20 % des 317 millions de son Plan de réponse visant à apporter une aide cruciale aux Soudanais, déjà éprouvés par les conflits et désormais confrontés à la famine, aux maladies et aux inondations. "La communauté internationale n'en fait pas assez", a déclaré depuis Port-Soudan, Mohamed Refaat, Chef de mission de l'OIM au Soudan, lors d'un point de presse régulier de l'ONU à Genève. "Sans action globale immédiate, massive, et coordonnée, nous risquons d'être témoins de la mort, évitable, de dizaines de milliers de personnes dans les mois à venir", a-t-il ajouté, relevant qu'environ une personne sur cinq a été déplacée au Soudan, avec 10,7 millions de personnes déplacées internes et 2,3 millions ayant fui au-delà des frontières.

Sur le terrain, les services de base, notamment la santé, l'eau, l'assainissement et les services de protection spécialisés, sont en train de s'effondrer. Les restrictions d'accès à l'aide humanitaire ont sévèrement limité la capacité des organisations d'aide à intensifier leur action et à sauver des vies, en particulier pendant la saison des pluies actuelle.

"Ces conditions désastreuses persisteront et s'aggraveront si le conflit et les restrictions d'accès à l'aide humanitaire se poursuivent", a insisté M. Refaat, soulignant que la famine et les inondations sont venues s'ajouter à une longue liste de défis auxquels sont confrontés des millions d'habitants de ce pays ravagé par la guerre. "Le peuple soudanais est confronté à une crise après l'autre, sans qu'aucune fin ne soit en vue. Chaque jour - et il semble que ce soit presque chaque heure - la situation au Soudan s'aggrave (). Nous avons tiré la sonnette d'alarme en avril, avertissant que le Soudan était au bord de la catastrophe. Ce point de rupture a maintenant été dépassé", a-t-il affirmé.

La guerre oppose depuis avril 2023 l'armée du général Abdel Fattah al-Burhane, aux Forces de soutien rapide (FSR) de son ex-adjoint, le général Mohamed Hamdane Daglo. Ce conflit a fait des dizaines de milliers de morts, et provoqué une crise humanitaire majeure, poussant le pays au bord de la famine, selon l'ONU. Presque toutes les personnes déplacées au Soudan (97 %) se trouvent dans des zones où l'insécurité alimentaire est aiguë ou pire. Au cours des trois prochains mois, l'ONU estime que 25,6 millions de personnes seront confrontées à une grave insécurité alimentaire à mesure que le conflit s'étend et que les mécanismes de survie s'épuisent. Le Fonds des Nations Unies pour l'enfance (UNICEF) prévient, de son côté, que "si rien n'est fait, des dizaines de milliers d'enfants risquent de mourir dans les mois à venir au Soudan".

La crise humanitaire "a atteint un point de rupture", prévient l'OIM

La crise humanitaire au Soudan, pays ravagé par la guerre, a atteint un "point de rupture", a déclaré lundi l'Organisation internationale pour les migrations (OIM) des Nations unies. Cet avertissement sévère de l'OIM intervient alors que la famine et les inondations s'ajoutent à la liste des défis auxquels sont confrontés des millions de personnes qui luttent pour faire face à la plus grande crise de déplacement au monde après 16 mois de conflit brutal.

Au cours de la semaine dernière, le Comité d'évaluation de la famine (FRC) du Cadre intégré de classification de la sécurité alimentaire (IPC) a signalé des conditions de famine dans le camp de Zamzam, près de la ville d'Al Fasher, au Darfour-Nord, où vivent un demi-million de personnes déplacées, a rapporté l'OIM sur son site au Soudan. De nouveaux chiffres de l'OIM montrent que les déplacements continuent d'augmenter, avec "plus de 10,7 millions de personnes en quête de sécurité à l'intérieur du pays, dont beaucoup ont été déplacées deux fois ou plus. Les combats dans l'Etat de Sennar ont déplacé plus de 700 000 personnes le mois dernier, dont 63 % étaient originaires d'autres Etats, la majorité de Khartoum".

L'agence onusienne a souligné que "cette situation est aggravée par les inondations généralisées qui ont déplacé plus de 20 000 personnes depuis juin dans 11 des 18 Etats du Soudan. Des infrastructures essentielles ont été emportées, ce qui perturbe encore davantage l'acheminement de l'aide humanitaire vitale". "Ne vous y trompez pas, ces conditions persisteront et s'aggraveront si le conflit et les restrictions à l'accès humanitaire se poursuivent", a déclaré Othman Belbeisi, directeur régional de l'OIM pour le Moyen-Orient.

PALESTINE

Ghaza: près de 84% de la population soumise au déplacement forcé par l'entité sioniste, selon l'UNRWA

L'Office de secours et de travaux des Nations unies pour les réfugiés de Palestine (UNRWA) a indiqué mardi, que 84% de la population de la bande de Ghaza a été soumise au déplacement forcé par l'entité sioniste, engagée dans une guerre génocidaire contre l'enclave palestinienne depuis le 7 octobre 2023

L'UNRWA, la principale agence humanitaire à Ghaza, a déclaré dans un message publié sur la plateforme "X" que "les déplacements de population ne cessent jamais à Ghaza. Près de 84 % de la population, soit environ 305 km², a reçu l'ordre d'évacuer (de la part de l'armée sioniste)". "Les gens courent pour sauver leur vie, s'emparent de ce qu'ils peuvent et laissent tout le reste derrière eux. Ils sont épuisés et n'ont nulle part où aller en sécurité", a déploré l'agence onusienne. L'entité sioniste mène une guerre dévastatrice contre Ghaza depuis le 7 octobre 2023, faisant plus de 132 000 victimes entre martyrs et blessés, pour la plupart des enfants et des femmes, et plus de 10 000 disparus, au milieu de destruction massive et de famine meurtrière.



Environ 500 écoles dans la bande de Ghaza bombardées par les forces d'occupation sioniste

Au moins 477 des 564 écoles dans la bande de Ghaza ont été bombardées et détruites dans l'agression génocidaire menée par les forces d'occupation sioniste contre la bande de Ghaza, a rapporté le Bureau de la coordination des affaires humanitaires des Nations unies (BCAH) dans les territoires palestiniens occupés. Selon la source, 344 écoles

ont été directement touchées et 133 autres détruites lors des combats qui se sont déroulés à proximité. Il s'agit de 264 écoles publiques, 57 écoles privées et 156 écoles de l'Office de secours et de travaux des Nations unies pour les réfugiés de Palestine dans le Proche-Orient.

Selon le rapport, les autorités de défense civile de

la bande de Ghaza ont indiqué que, depuis octobre dernier, 180 écoles, qui sont des sites d'hébergement temporaire pour les réfugiés, avaient été touchées. A l'aube samedi, l'armée d'occupation sioniste a perpétré un massacre dans l'école Al-Tabaen, qui abrite des Palestiniens déplacés dans le quartier d'Al-Daraj, dans la ville de Ghaza, faisant

plus de 100 martyrs et des centaines de blessés. L'école servait d'abri à environ 250 déplacés, en majorité des femmes et des enfants. Le bilan de l'agression sioniste contre la bande de Ghaza depuis le 7 octobre dernier s'est aggravé à 39.897 martyrs et 92.152 blessés, précise le ministère palestinien de la Santé.

Agression sioniste contre Ghaza : l'ONU met en garde contre une "grave urgence sanitaire"

Les Nations Unies ont alerté sur une "grave urgence sanitaire" dans la bande de Ghaza, où il n'y a pas d'eau potable et où les eaux usées ne peuvent être traitées en raison du manque de carburant pour faire fonctionner les usines de dessalement et de recyclage. Le Fonds des Nations Unies pour l'enfance (UNICEF) a signalé lundi qu'à Deir al-Balah, dans le centre de Ghaza, les eaux usées forment de grandes mares sur la route à côté des abris pour personnes déplacées de force.

L'UNICEF a souligné la destruction du réseau d'eau et d'assainissement, ainsi que des usines de traitement des eaux usées, depuis la guerre qui a débuté le 7 octobre. L'agence onusienne

a signalé que "la diarrhée et les éruptions cutanées se propageaient parmi les gens lorsqu'ils se déplaçaient à plusieurs reprises sans trouver un endroit sûr". Les agences des Nations Unies ont appelé à plusieurs reprises à un cessez-le-feu pour permettre une campagne massive de vaccination contre la polio après que "des traces de la maladie ont été découvertes et confirmées dans les eaux usées le mois dernier. Bien que des vaccins soient disponibles, ils n'ont pas encore pu être administrés".

L'Office de secours et de travaux des Nations unies pour les réfugiés de Palestine (UNRWA) a souligné de son côté l'effet des multiples ordres d'éva-

cuation émis depuis jeudi dernier à Khan Younes, où quelque 75 000 personnes ont dû être déplacées. Le porte-parole de l'UNRWA, Louise Wateridge, a déclaré que "plus de dix mois après le début de la guerre, les habitants de Ghaza ont désespérément besoin d'eau potable, de nourriture et d'aide médicale, alors que les températures restent dangereusement élevées".

Wateridge a expliqué que "des familles continuent de chercher refuge dans certaines parties de Deir al-Balah, au centre de Ghaza, et dans l'ouest de Khan Younes, plus au sud, même si ces deux zones sont surpeuplées et pratiquement non desservies".

Massacre sioniste contre une école à Ghaza: Guterres condamne "les pertes humaines continues"

Le secrétaire général des Nations unies, Antonio Guterres, a condamné "les pertes humaines continues" à Ghaza, à la suite de l'attaque perpétrée samedi dernier par l'armée de l'occupation sioniste contre une école dans l'enclave palestinienne, ayant fait plus de 100 martyrs. Interrogé lundi lors d'un point de presse quotidien, sur l'attaque sioniste contre l'école Al-Tabaen, qui abrite des

Palestiniens déplacés dans le quartier d'Al-Daraj, dans l'est de la ville de Ghaza, le porte-parole adjoint de l'ONU, Farhan Haq, a déclaré: "Le secrétaire général (Guterres) condamne les pertes humaines continues à Ghaza, y compris des femmes et d'enfants".

"Nous assistons encore une fois à une attaque dévastatrice (commises par l'entité sioniste) contre une école à Ghaza, qui abritait

des centaines de familles palestiniennes déplacées", a-t-il ajouté. Il a fait part aussi de "la consternation" de Guterres quant au non respect des dispositions de la résolution 2735 du Conseil de sécurité de l'ONU. Guterres a réitéré son "appel urgent à un cessez-le-feu immédiat" dans l'enclave palestinienne ravagée par plus de dix mois d'agression sioniste barbare, selon Farhan Haq. A

l'aube samedi, l'armée d'occupation a perpétré un massacre dans l'école Al-Tabaen, faisant plus de 100 martyrs et des centaines de blessés. L'école servait d'abri à environ 250 déplacés, en majorité des femmes et des enfants. Ce massacre a provoqué l'indignation de l'ensemble de la communauté internationale sur fond d'appels à la protection du peuple palestinien.

AFGHANISTAN

Tension à la frontière entre l'Afghanistan et le Pakistan: trois morts dans des échanges de tirs

Trois personnes, deux enfants et une femme, ont été tués dans des échanges de tirs entre forces pakistanaises et afghanes sur la frontière, a-t-on annoncé mardi de sources afghane et pakistanaise. Selon des médias, Kaboul et Islamabad se sont mutuellement accusés de la responsabilité des tirs survenus lundi près du poste-frontalier de Torkham, dans le nord-est de l'Afghanistan.

"Les forces pakistanaises ont pris pour cible des maisons de civils et ont tué une femme et deux enfants", a déclaré le porte-parole afghan de l'intérieur, Abdul Mateen Qani, sur le réseau social X. Pour sa part, un responsable administratif pakistanais à Torkham a déclaré que les forces afghanes avaient déclenché les tirs lundi en raison de tensions autour de la construction d'un nouveau poste-frontalier afghan, selon lui sans l'autorisation d'Islamabad et en violation des réglementations internationales. "Les responsables afghans n'ont pas arrêté la construction en dépit des avertissements répétés du côté pakistanais", a-t-il dit. "Les forces afghanes ont ouvert le feu sur les forces pakistanaises, qui ont riposté. Selon les premières informations, trois membres de la sécurité pakistanaise ont été blessés", a-t-il dit, sans faire état de victimes afghanes.

Il a ajouté que des armes lourdes avaient été utilisées des deux côtés et que le poste-frontalier de Torkham, le plus fréquenté entre le Pakistan et l'Afghanistan, était fermé.

COLOMBIE

Libération de 66 soldats "séquestrés" pendant trois jours par des paysans

Soixante-six soldats ont été libérés lundi dans le sud-est de la Colombie après avoir été "séquestrés" pendant trois jours par des paysans vraisemblablement influencés par une faction dissidente de l'ancienne guérilla des Farc, a annoncé le gouvernement. Les militaires "sont restés séquestrés pendant plus de 72 heures dans une zone rurale de San José del Guaviare, par des communautés manipulées par le bloc Jorge Suarez Briceo", un groupe dissident des Farc, a indiqué le ministère de la Défense sur X.

Le maire de San José del Guaviare, Willy Rodriguez, avait auparavant déclaré à la Radio Caracol que les militaires étaient retenus par environ 650 paysans. Une source au sein de l'armée a précisé qu'une centaine de soldats avaient été initialement pris en otage, mais que plusieurs avaient retrouvé la liberté au bout de quelques heures.

Le front Jorge Suarez Briceo, qui n'a pas accepté l'accord de paix signé en 2016 par la guérilla marxiste des Farc, a entamé des négociations avec le gouvernement du président Gustavo Petro et consenti à un cessez-le-feu bilatéral en octobre 2023. Dans les régions en conflit, comme le département de Guaviare, les forces armées se heurtent souvent aux paysans, notamment lors des opérations d'éradication des cultures de coca, dont les feuilles sont utilisées pour la production de la cocaïne. En avril, 34 soldats avaient été capturés puis relâchés dans le département du Meta (sud).

ARTS ET CULTURE

Journées d'information sur les inscriptions aux écoles et instituts supérieurs du secteur

Le ministère de la Culture et des Arts organise à Alger à partir de mardi et jusqu'à jeudi (13-15 août), des journées d'information au profit des nouveaux bacheliers sur les inscriptions aux écoles et instituts supérieurs sous tutelle, indique un communiqué du ministère.



Des représentants de l'Ecole nationale supérieure de conservation et de restauration des biens culturels, de l'Ecole supérieure des Beaux-Arts, de l'Institut supérieur des mé-

tiers des arts du spectacle (ISMAS), de l'Institut national supérieur de la musique (INSM), de l'Institut national supérieur du cinéma, prendront part à cette manifestation ouverte

au Palais de la culture Moufidi-Zakaria. Ces journées d'information visent à "intensifier la communication avec les bacheliers, toutes filières et spécialités confondues,

qui souhaitent intégrer les instituts via un concours national d'accès à ces établissements spécialisés, ouvert en septembre prochain", explique le ministère.

PROTECTION DU PATRIMOINE CULTUREL
182 pièces de monnaie anciennes récupérées à Ain Defla



Des pièces de monnaie anciennes en argent, de grande valeur historique, ont été récupérées par les services de sécurité de la wilaya d'Ain Defla, indique un communiqué du ministère de la Culture et des Arts. Dans le cadre des efforts déployés pour protéger le patrimoine culturel, les éléments de la Gendarmerie nationale de la wilaya d'Ain Defla, ont procédé à la saisie et à la récupération des biens culturels de "grande valeur histo-

rique", représentés par deux collections monétaires en argent qui remontent à l'ère islamique moyenne.

Ces pièces de monnaie historique, mettent en valeur une partie importante de l'histoire de l'Algérie, qui remonte à l'ère islamique moyenne, selon le communiqué. Réitérant ses efforts pour assurer une formation de qualité et spécialisée au profit des services de sécurité, le ministère de la Culture et des Arts consi-

dère que la récupération de ces biens culturels "réflète l'engagement du secteur en faveur de la coopération et la coordination étroite avec tous les services de sécurité" pour lutter contre les atteintes liés au patrimoine culturel. Le ministère appelle, à ce propos, tous les citoyens à coopérer avec les autorités compétentes pour contribuer à la récupération et à la protection du patrimoine culturel algérien.

THÉÂTRE

Ghardaïa: Une quarantaine de jeunes en ateliers de formation théâtrale



Une quarantaine de jeunes prennent part aux journées de formation théâtrale qui se tiennent à la bibliothèque de lecture publique de Ghardaïa, à l'initiative de la direction locale de la Culture et des arts (DCA), a-t-on appris mardi des responsables du secteur. Devant s'étaler sur trois mois, ces ateliers visent la formation de troupes théâtrales locales pour animer la scène culturelle, la prospection et l'encadrement de comédiens locaux, a indiqué le chef de services des arts et lettres à la DCA, Ahmed Fenniche.

Les participants devront suivre, sous forme d'ateliers théoriques et pratiques, les principes de base de l'interprétation, les techniques théâtrales, la préparation du personnel théâtral dans les domaines du scénario, de la réalisation, de la scénographie, du son et de la décoration, encadrés par le comédien et réalisateur Allel Mâamir de la wilaya de Laghouat. Initiées sous l'égide du ministère de tutelle, ces journées donneront lieu, au terme de la formation, à une représentation théâtrale sur le thème de la glorieuse guerre de libération, à être animée par les comédiens stagiaires.

APS

PUBLICITÉ

RÉPUBLIQUE ALGÉRIENNE DÉMOCRATIQUE ET POPULAIRE

WILAYA DE MEDEA
DAIRA SEGHOUANE
COMMUNE DE MOUDJEBEUR
N°FISCAL : 098426625030716

AVIS D'ATTRIBUTION PROVISOIRE D'UN MARCHÉ

Conformément aux dispositions de la loi N°23/12 du 05Août 2023 fixant les règles générales relatives aux marchés publics et des dispositions de l'article 65 du décret présidentiel N° : 15/247 Du 16/09/2015 portant réglementation des marchés public et délégation de service public.

Il est porté à la connaissance L'ensemble des soumissionnaires concerne APPEL D'OFFRES OUVERT AVEC EXIGENCE DE CAPACITES MINIMALES APRES ANNULLATION DE LA PROCEDURE N°02/2024 se rapportant :

" Réalisation Aménagement Urbain Quartier Abad Abd Elkader -2^{ème} tranche- "

Paru dans les quotidiens nationaux et le BOMOP qu'a l'issue de l'évaluation de l'offre .Le marché est attribué à titre provisoire comme suit :

Désignation de l'opération	Soumissionnaire	Montant	Montant après correction	Délai	Note technique	Observation
Réalisation Aménagement Urbain Quartier Abad Abd Elkader -2 ^{ème} tranche-	ETB			60	44.33	MOINS
	ABDAT SID	12.995.852.00 DA	12.995.852.00 DA	JOURS	pts	DISANT
	AHMED					

Les candidats et les soumissionnaires voulant prendre connaissance des résultats détaillés de l'évaluation de leurs candidatures, offres technique et financières, à se rapprocher de la bureau de marché de la commune de Moudjebeur au plus tard trois (03) jours à compter du premier jour de la publication à cette annonce.

Les soumissionnaires qui contestent l'attribution provisoire d'un marché peut introduire un recours auprès de la commission des marchés de la commune de Moudjebeur dans les dix (10) jours à compter de la première publication de l'avis d'attribution provisoire du marché, dans le BOMOP ou les journaux nationaux conformément à l'article 56 du décret de la loi N°23/12 du 05Août 2023 fixant les règles générales relatives aux marchés publics et des dispositions de l'article 82 du décret présidentiel N° : 15/247 Du 16/09/2015 portant réglementation des marchés public et délégation de service public

ALGÉRIE - AFRIQUE 3^{ème} édition de la Conférence africaine des start-up du 5 au 7 décembre prochain à Alger

Le ministère de l'Economie de la connaissance, des Start-up et des Micro-entreprises organisera la 3^{ème} édition de la Conférence africaine des start-up, prévue du 5 au 7 décembre 2024 au Centre international des conférences (CIC) d'Alger, a indiqué lundi un communiqué du ministère.



Placée sous le thème "Réimaginer l'Afrique par l'intelligence artificielle", cette conférence, la "plus grande" de son genre en Afrique, vise à réaffirmer l'importance de l'innovation et des technologies avancées dans la relance du développement socioéconomique du continent, a précisé la même source.

Cet événement verra la participation de plus de 25.000 participants parmi les entrepreneurs, innovateurs et investisseurs, ainsi que 45 ministres africains chargés des domaines de l'innovation et des start-up, s'élevant en "rassemblement de premier plan" dans le continent.

La 3^{ème} édition de la Conférence vise à évaluer la mise en œuvre de la feuille de route et de la charte adoptées lors des éditions

précédentes, et à élaborer une nouvelle feuille de route pour le développement de l'intelligence artificielle en Afrique.

Elle prévoit également des sommets et des ateliers spécialisés, regroupant des experts, des investisseurs et des entrepreneurs pour échanger des idées et des expertises, et renforcer les capacités de réussite des start-up.

Au menu de cette Conférence figurent plusieurs activités dont le Sommet africain du capital-risque qui offrira une plateforme de rencontre entre investisseurs et porteurs de projets innovants pour examiner les opportunités de financement et de collaboration, ainsi que des panels sur les défis et les opportunités liés au développement de l'intelligence artificielle en Afrique et la manière de transfor-

mer les idées innovantes en résultats concrets à même de contribuer au développement durable.

La 3^{ème} édition de la conférence accueillera une grande exposition dédiée aux nouvelles technologies et dernières innovations dans le domaine de l'intelligence artificielle, qui permettra aux participants de découvrir de nouveaux produits et solutions, et d'interagir avec les entreprises pionnières dans ce domaine.

Le ministère a souligné dans son communiqué que cet événement sera "une occasion unique" de rassembler des personnalités économiques et intellectuelles éminentes du monde entier partageant le même objectif, celui de promouvoir l'innovation et le développement en Afrique.

Il a affirmé, dans ce sens, que la Conférence constituera le "point de départ" de nouvelles initiatives visant à soutenir les jeunes et les innovateurs en Afrique, pour les aider à transformer leurs idées en projets réussis et contribuer à construire un avenir plus prospère pour le continent.

Depuis sa première édition en 2022, "la Conférence africaine des startups est devenue une plateforme vitale pour l'échange d'expériences et d'idées et un espace commun entre les différents pays africains pour renforcer l'écosystème de l'entrepreneuriat et de l'innovation", ajoute le communiqué.

Les précédentes éditions de cette Conférence ont connu un "grand succès", en contribuant à l'établissement de partenariats stratégiques et au développement de programmes innovants visant à soutenir les start-up en Afrique.

BATNA Ouverture d'une session de formation au bénévolat et à la gestion des catastrophes

Le comité de wilaya du Croissant rouge algérien (CRA) à Batna a lancé lundi une session de formation au bénévolat et à la gestion des catastrophes au profit de 120 bénévoles de différentes communes. L'ouverture de cette formation a été présidée à l'auditorium de l'université Hadj Lakhdar Batna-1 par la présidente du CRA Ibtissem Hamlaoui en compagnie du wali de Batna, Mohamed Benmalek et du wali délégué de Barika, Saïd Boudehab.

Cette session de deux jours comprend l'organisation d'ateliers sur les méthodes du bénévolat et de la gestion des catastrophes à l'Ecole nationale d'application des techniques de transport terrestre de Batna avec la participation d'experts du domaine, selon le président du comité local du CRA, Hamza Hassani. Selon la même source, cette session sera suivie par d'autres formations similaires qui se poursuivront jusqu'à fin décembre prochain pour toucher au total 1.000 bénévoles.

Cette initiative s'inscrit dans le cadre du renforcement des capacités des bénévoles du CRA et leur préparation pour intervenir avec efficacité en cas de besoin, notamment lors catastrophes, selon les organisateurs qui ont fait état de la formation en 2023 de plus de 20.000 secouristes à l'échelle nationale et des prévisions de former le double en 2024. La rencontre a permis de passer en revue les activités du CRA durant cette année dont la campagne hiver chaud et celle du mois de Ramadhan. Les organisateurs ont assuré en outre qu'en prévision de la prochaine rentrée scolaire plus de 125.000 trousseaux scolaires ont été collectés et leur distribution a été lancée à Batna qui a bénéficié de 2.000 trousseaux.

ASTRONOMIE La Terre touchée par une nouvelle tempête solaire

La Terre a été touchée lundi par une intense tempête géomagnétique qui pourrait persister jusque dans la nuit et apporter son lot d'aurores boréales, a annoncé une agence américaine.

Des conditions correspondant à une tempête géomagnétique de niveau 4 sur une échelle de 5 ont été observées lundi à partir de 15H00 GMT, selon un centre spécialisé rattaché à l'Agence américaine d'observation océanique et atmosphérique (NOAA). Ces conditions "pourraient persister jusqu'à ce soir", mais ne devraient pas augmenter davantage en intensité, a ajouté NOAA dans un communiqué.

Un tel événement "peut entraîner l'apparition d'aurores légères jusqu'en Alabama et dans le nord de la Californie", selon cette agence. Cette nouvelle tempête solaire est provoquée par des éjections de masse coronale (CME), des explosions de particules partant du Soleil. Quand ces particules arrivent sur Terre, elles perturbent son champ magnétique. "Il y a beaucoup d'aurores en ce moment... Si ça tient jusqu'à la tombée de la nuit ici, on pourrait peut-être en apercevoir", a écrit sur X Eric Lagadee, astrophysicien à l'Observatoire de la Côte d'Azur, en France. Dimanche, l'astronome à la Nasa Matthew Dominick avait déjà publié sur X une superbe photo d'aurore boréale prise depuis la Station spatiale internationale, où il se trouve actuellement. Mais les tempêtes géomagnétiques peuvent aussi s'accompagner d'effets indésirables. Elles peuvent par exemple dégrader les communications à haute fréquence, perturber les satellites, et entraîner des surcharges sur le réseau électrique. Les opérateurs d'infrastructures sensibles ont été notifiés pour mettre en place des mesures visant à limiter ces effets, a précisé NOAA.

En mai, la planète avait connu les orages géomagnétiques les plus puissants enregistrés depuis 20 ans. Ils avaient provoqué des aurores boréales illuminant le ciel nocturne aux Etats-Unis, en Europe et Australie notamment, à des latitudes beaucoup plus basses que d'ordinaire. Ce type d'événement s'est multiplié récemment, car le Soleil est actuellement proche de son pic d'activité, selon un cycle qui revient tous les 11 ans.

CONSTANTINE/UNIVERSITÉ DES SCIENCES ISLAMIQUES Ouverture d'une annexe de 2.000 places pédagogiques la prochaine rentrée

Une nouvelle annexe de 2.000 places pédagogiques viendra renforcer dès la prochaine rentrée universitaire, les capacités d'accueil de l'université des sciences islamiques Emir Abdelkader de Constantine, a déclaré lundi à l'APS le recteur de l'université des Frères Mentouri (Constantine) et coordinateur des établissements universitaires de Constantine Ahmed Bouras. La nouvelle annexe de l'université des sciences islamiques Emir Abdelkader réalisée à la circonscription administrative Ali-Mendjeli comprendra en plus des classes de cours et amphithéâtres, une bibliothèque, une salle de réunion, un pavillon administratif, un restaurant et une salle de sport, a-t-on indiqué. La mise en service de la nouvelle annexe de 2.000 places pédagogiques por-



tera à plus de 5.300 le nombre des places pédagogiques ouvertes par l'université des sciences islamiques Emir Abdelkader, a-t-on fait savoir, mettant l'accent sur l'importance de ce "rajout"

qui devra permettre de remédier au déficit de la surcharge que connaît cette université. La réalisation de cette nouvelle infrastructure s'inscrit dans le cadre des efforts déployés par l'Etat visant

à renforcer les capacités pédagogiques du secteur de l'enseignement supérieur et de la Recherche scientifique dans la wilaya de Constantine, a-t-on rappelé.

APS

Mots fléchés géants de force 1 à 3 n°1525

jointure plante contrôle en mer	↓	fumés et séchés engins de tirage	↓	aplomp courroux de rumeur	↓	gros plan intercalé	↓	dispose hors service	↓	liste des plats détresse	↓	morte empereur romain	↓
donjons	→					douce au toucher	→			devenu rance qualité d'être	→		
translu- cides	↓					aromate	↓						
circons- tance	→			exception début d'hypo- thèse	→							pronom médisant	→
destination	↓											leste	↓
salle de séjour	→			cabriole	→			se rendront font bouger	→				
sous-sol	↓			transva- seront	↓								
cri de vigie	→			boucla	→			dieu querrier	→				
égalisée	↓			médica- ment	↓			tendu	↓			devant la matière souvenir triste	→
soigne- rait	→											aspirais	↓
	↓												demeu- rait
présider	→	polis par l'usage se colorerai	→					entrelaça	→				
hors des limites	↓							supprime	↓				
suc	→			mets de triplier ensemble social	→			trimestre de sieste cri qui suit bis	→				combi- nent
escroc	↓			sofle	→								
monnaie indienne	→			parasite crânien	→			dupent	↓				
quilleret	↓												
découvre	→			malaxe- rai pas tout prés	→								
	↓												
	→												
	↓												
	→												
	↓												
	→												
	↓												
	→												
	↓												
	→												
	↓												
	→												
	↓												
	→												
	↓												
	→												
	↓												
	→												
	↓												
	→												
	↓												
	→												
	↓												
	→												
	↓												
	→												
	↓												
	→												
	↓												
	→												
	↓												
	→												
	↓												
	→												
	↓												
	→												
	↓												
	→												
	↓												
	→												
	↓												
	→												
	↓												
	→												
	↓												
	→												
	↓												
	→												
	↓												
	→												
	↓												
	→												
	↓												
	→												
	↓												
	→												
	↓												
	→												
	↓												
	→												
	↓												
	→												
	↓												
	→												
	↓												
	→												
	↓												
	→												
	↓												
	→												
	↓												
	→												
	↓												
	→												
	↓												
	→												
	↓												
	→												
	↓												
	→												
	↓												
	→												
	↓												
	→												
	↓												
	→												
	↓												
	→												
	↓												
	→												
	↓												
	→												
	↓												
	→												
	↓												
	→												
	↓												
	→												
	↓												
	→												
	↓												
	→												
	↓												
	→												
	↓												
	→												
	↓												
	→												
	↓												
	→												
	↓												
	→												
	↓												
	→												
	↓												
	→												
	↓												
	→												
	↓												
	→												
	↓												
	→												
	↓												
	→												
	↓												
	→												
	↓												
	→												
	↓												
	→												
	↓												

TOUR DE POLOGNE CYCLISTE (2^E ÉTAPE) 2^e du contre-la-montre, Vingegaard maillot jaune

Le coureur danois Jonas Vingegaard s'est emparé du maillot jaune de leader du Tour de Pologne mardi, en terminant deuxième de la deuxième étape, un contre-la-montre entre Myslakowice et Karpacz.

Dauphin de Tadej Pogacar lors du Tour de France il y a quelques semaines, Vingegaard a été devancé de neuf secondes sur le court parcours (15,4 km) de chrono par le Belge Tim Wellens, de l'équipe UAE.

Le Danois de 27 ans prend le maillot jaune à un autre Belge, Thibau Nys, qui s'était imposé la veille dans l'ascension vers Karpacz.

Vingegaard devance de 24 secondes au classement général son coéquipier néerlandais Wilco Kelderman. Il pourra conforter sa place mercredi, lors de la 3^e étape, avec un parcours vallonné de 156,5 km entre Walbrzych et Duszniki-Zdroj.

Classement général :

1. Jonas Vingegaard (DEN/TVL) 4 h 01:27.
2. Wilco Kelderman (NED/TVL) à 24.
3. Diego Ulissi (ITA/UAD) 25.
4. Romain Grégoire (FRA/GFC) 33.
5. Magnus Sheffield (USA/IGD) 37.

TENNIS - CLASSEMENT ATP Le Serbe Djokovic se rapproche du N.1 Sinner

L'Italien Jannik Sinner est toujours N.1 dans le nouveau classement mondial publié mardi, mais le Serbe Novak Djokovic, n'est plus qu'à 310 points de l'Italien.

Sinner, tenant du titre du Masters 1000 du Canada auquel il n'a pas participé cette année, perd en effet 800 points.

Le Russe Andrey Rublev, finaliste du Masters 1000 du Canada à Montréal lundi, gagne deux places et se retrouve sixième.

Mais le grand gagnant de la semaine est Alex Popyrin: l'Australien, vainqueur de son premier Masters 1000 au Québec, gagne 39 places et se retrouve aux portes du Top 20 (23^e).

Un autre Australien, Alex de Minaur, est, lui, perdant: il abandonne les 600 points de sa finale de l'an dernier au Masters 1000 canadien -- dont il était absent cette année -- et rétrograde du septième au dixième rang mondial.

Classement ATP au 13 août 2024:

1. Jannik Sinner (ITA) 8770 pts
2. Novak Djokovic (SRB) 8460
3. Carlos Alcaraz (ESP) 7950
4. Alexander Zverev (GER) 6995
5. Daniil Medvedev (RUS) 6355
6. Andrey Rublev (RUS) 4615 (+2)
7. Hubert Hurkacz (POL) 4215 (-1)
8. Casper Ruud (NOR) 3890 (-1)
9. Grigor Dimitrov (BUL) 3690 (+1)
10. Alex De Minaur (AUS) 3480 (-3).

BASKET Défaite de la Tunisie face au Sénégal en amical (64-66)

La sélection tunisienne de basketball s'est inclinée face à son homologue du Sénégal sur le score de (64-66), dans un match amical joué lundi soir à Marius Ndiaye à Dakar. Un deuxième test amical entre les deux équipes est prévu mercredi.

La sélection tunisienne poursuivra sa préparation en participant à un tournoi en France, au cours duquel elle disputera des matchs amicaux contre quatre clubs français. Pour rappel, la sélection tunisienne s'appête à disputer le championnat arabe, prévu en décembre prochain aux Emirats Arabes Unis avant de prendre part au tournoi de Dubaï, en janvier 2025, puis à la deuxième fenêtre des qualifications à l'Afrobasket Angola-2025.

APS

GYMNASTIQUE AU SOL L'appel de la fédération américaine rejetée par le Tribunal arbitral du sport (TAS)

Le Tribunal arbitral du sport (TAS) ne reviendra pas sur sa décision d'attribuer à la gymnaste roumaine Ana Barbosu la médaille de bronze de l'épreuve de gymnastique au sol des Jeux de Paris au détriment de l'Américaine Jordan Chiles, a annoncé lundi la Fédération américaine de gymnastique, qui entend explorer d'autres voies de recours.

Le 5 août, au 9^e jour des compétitions, l'Américaine était montée sur la troisième marche du podium au sol derrière la Brésilienne Rebeca Andrade, sacrée championne olympique, et la superstar de la gym Simone Biles, médaillée d'argent.

Ana Barbosu avait pourtant semblé obtenir une meilleure note qu'elle, mais à la suite d'une réclamation, la note de Chiles a été réévaluée à la hausse, lui permettant de dépasser la gymnaste roumaine.

Le TAS a cependant considéré que le recours du camp américain auprès des juges avait été déposé hors délais, quatre secondes au-delà de la minute réglementaire. Dans ces conditions, la réévaluation de la note de Chiles a été annulée et



le CIO a réattribué le bronze à la Roumaine.

USA Gymnastics, qui a saisi le Tribunal arbitral, a annoncé lundi dans un communiqué que son recours avait été rejeté. "USA Gymnastics a été informée lundi par le Tribunal arbitral du sport (TAS) que son règlement n'autorise pas

qu'une sentence arbitrale soit réexaminée même si de nouveaux éléments probants sont présentés", écrit la Fédération.

"Nous sommes profondément déçus par cette notification et continuerons d'explorer toutes les voies et processus d'appel possibles, y

compris devant le Tribunal fédéral suisse, pour obtenir la bonne note, le bon classement et la médaille pour Jordan", ajoute USA Gymnastics, qui assure que le recours a été formé par Cécile Landi, l'entraîneuse de Biles et Jordan, 47 secondes après l'affichage du score de la gymnaste.

JO-2028

Le drapeau olympique arrive à Los Angeles

Le drapeau olympique est arrivé sous un soleil radieux lundi à Los Angeles, où les autorités ont désormais quatre petites années pour organiser les JO-2028. La maire de la ville, Karen Bass, a atterri dans un avion siglé de palmiers et du logo "LA 2028", avant de parader sur le tarmac avec l'étendard aux cinq anneaux, en compagnie de plusieurs athlètes américains.

"Nous ressentons la pression de veiller à ce que notre ville et notre région soient préparées", a dit la maire de la ville, estimant qu'il allait falloir "appuyer sur l'accélérateur". "Nous devons évidemment

nous assurer que nous sommes prêts à faire face à des événements tels qu'un tremblement de terre, mais nous devons également nous préparer à des événements climatiques", dans une Californie de plus en plus affectée par le réchauffement de la planète, a insisté la maire. Mme Bass souhaite des "Jeux sans voiture", une promesse plus qu'ambitieuse tant les Californiens sont accros à leur véhicule personnel, dans une mégapole entrelacée de gigantesques autoroutes où les bouchons sont quotidiens. "Je suis sceptique sur le fait que nous puissions vraiment y

parvenir, mais nous allons essayer", commente auprès des médias James Moore, spécialiste des transports à l'Université de Californie du Sud (USC). La dernière fois que Los Angeles a accueilli les Jeux Olympiques en 1984, beaucoup d'habitants avaient quitté la ville, ce qui avait évité un cauchemar.

L'historique Colisée, déjà utilisé en 1932 et 1984, accueillera les épreuves d'athlétisme. Les visiteurs pourront suivre la gymnastique au fameux Staples Center, QG de l'équipe de basket des Lakers, ou découvrir l'Intuit Dome, un stade flambant neuf qui ouvre jeudi.

RUGBY

Toutes les régions dont l'Afrique représentées à la Coupe du monde 2027 en Australie (World Rugby)

Chaque subdivision territoriale du rugby mondial dont l'Afrique, est assurée d'avoir au moins un représentant lors de la Coupe du monde 2027 en Australie, selon les modalités de qualification dévoilées mardi par World Rugby pour cette première édition organisée à 24 nations, contre 20 auparavant. Les six associations régionales constitutives de l'instance dirigeante disposeront d'au moins une place qualificative directe - parmi les 12 restant à attribuer - pour le prochain Mondial. Quatre iront aux meilleures équipes du Championnat d'Europe 2025, compétition réunissant les nations européennes de second plan,

et trois aux meilleures équipes de la Coupe des nations du Pacifique 2025 (îles du Pacifique et Amérique du Nord). Une au vainqueur de la Coupe d'Afrique 2025, une au vainqueur du Championnat d'Asie 2025, une au vainqueur du Championnat d'Amérique du Sud 2025, une au vainqueur d'un barrage Amérique du Sud / Pacifique et une au vainqueur d'un tournoi final de qualification. Pour la première fois, l'ensemble des participants seront connus au moment du tirage au sort de la compétition, prévu au début de l'année 2026. Douze équipes dont l'Afrique du Sud, sont déjà qualifiées après avoir terminé dans les trois premières places de leur



groupe lors du Mondial-2023 : Nouvelle-Zélande, Italie, Irlande, Afrique du

Sud, Ecosse, Galles, Fidji, France, Australie, Angleterre, Argentine et Japon.

LIGUE 1 MOBILIS - TRANSFERTS

Le défenseur de l'US Biskra, Hamza Salem rejoint le Paradou AC

Le Paradou AC, sociétaire de la Ligue 1 algérienne de football, a annoncé mardi le recrutement du défenseur Hamza Salem, en provenance de l'US Biskra, un autre club de Ligue 1 Mobilis.



Cependant, la direction "Paciste" n'a précisé ni le montant, ni la durée du contrat signé par ce joueur de 26 ans, qui avant de rejoindre les Zibans avait évolué à l'Entente de Sétif.

Le Paradou se trouve actuellement à Maribor (Slovénie) pour y effectuer un stage de préparation, sous la houlette de son nouvel entraîneur, le Tunisien Radhi Jaïdi, qui a succédé au Français Corentin Martins, parti rejoindre le CR Belouizdad.

Les Académiciens avaient effectué le plus gros de leur préparation lors d'un précédent stage à Alger, et ils se sont rendus en Slovénie essentielle-

ment pour disputer des matchs amicaux, dans le cadre de la phase pré-compétitive.

Après le nul (1-1), concédé jeudi dernier face au FC Al-Dhafra (Div.2/ Emirats arabes unis), les camarades de Boulbina ont remporté leur deuxième match amical (3-2) face au Lokomotiv Zagreb, sociétaire de la 1re Division croate.

Le PAC avait terminé la saison 2023-2024 à la sixième place, en compagnie de la JS Kabylie, avec 42 points pour chaque club, loin derrière le MC Alger (65 pts), sacré champion d'Algérie pour la 8e fois de son histoire.

LIGUE 1 MOBILIS (PRÉPARATION)

Le Paradou AC bat NK Lokomotiva Zagreb (3-2)

Le Paradou AC s'est imposé face au club croate de division 1 NK Lokomotiva Zagreb (3-2, mi-temps : 2-1), en match amical disputé lundi à Zagreb, dans le cadre du stage qu'effectue le club algérois en vue de la nouvelle saison 2024-2025 de la Ligue 1 Mobilis de football.

Les trois buts du PAC ont été inscrits par Boulbina et Boulouden en première période, avant que Kouhili n'ajoute le troisième but après la pause.

Il s'agit du deuxième test amical disputé par les "Académiciens" au cours de leur stage qui se déroule à Maribor (Slovénie), après le match nul jeudi dernier face à Al-Dhafra FC (Div.2/ Emirats arabes unis) (1-1).

L'unique but du PAC a été inscrit par sa nouvelle recrue estivale Nassim Yettou.

Ce stage en Slovénie intervient après un premier stage effectué à Alger sous la houlette du nouvel entraîneur le Tunisien Radhi Jaïdi, qui a succédé au Français, Corentin Martins, parti rejoindre le CR Belouizdad.

En matière de recrutement, le PAC a engagé jusque-là quatre nouvelles recrues : le gardien de but Abdelkader Morcelli (ex-MC El-Bayadh), le défenseur libyen Thir Bin Amir (ex-Ahly Benghazi/ Libye), le milieu de terrain Nassim Yettou (ex-ES Sétif), et l'attaquant Mohamed Kosaï Djeidja (ex-NC Magra).

En revanche, le PAC a ac-



cordé un bon de sortie au milieu offensif Yacine Titraoui, qui s'est engagé pour un contrat de 3 saisons (+ une saison en option), avec le club belge du Sporting Charleroi, alors que le défenseur Mohamed Réda Hamidi a re-

joint JS Kabylie. Le PAC a bouclé la saison 2023-2024 à la sixième place en compagnie de la JS Kabylie, avec 42 points chacun, loin derrière le MC Alger (65 pts), sacré champion d'Algérie pour la 8e fois de son histoire.

LIGUE 1 MOBILIS (TRANSFERT)

Le Béninois Glélé Togbedji Irenée (AS Vita Club) s'engage avec l'USMK

Le défenseur central international béninois de l'AS Vita Club (RD Congo) Glélé Togbedji Irenée, s'est engagé avec l'USMK Khenchela, a annoncé le club pensionnaire de la Ligue 1 Mobilis de football mardi, sans citer la durée du contrat.

Avant de rejoindre la formation congolaise, avec laquelle il a évolué lors de la deuxième partie de la saison 2023-2024, le joueur de 25 ans a porté les couleurs de Coton FC (Div.1/ Bénin).

Avec l'AS Vita Club, Glélé Togbedji Irenée a remporté en juin dernier la Coupe du Congo, après la victoire en finale contre le Céleste FC (1-0), au stade des Martyrs de Kinshasa. Selon la presse congolaise, Glélé Togbedji Irenée "a joué un rôle majeur dans cette consécration."

L'USMK a assuré auparavant l'arrivée de plusieurs joueurs, à l'image du gardien de but Oussama Litim (ex-MC Alger), des défenseurs Aymen Chaâraoui (ex-US Souf) et l'Ivoirien Gbaï Moïse (ex- Sol FC/ Côte d'Ivoire), des milieux de terrain Mohamed Réda Boumechra (ex-JS Kabylie), Hmida Zenasni (ex-ASO Chlef), et Samid Aïboud (ex-Madar/ Arabie saoudite), et de l'attaquant congolais Prince Ibara (ex-Hong Linh Ha Tinh/ Vietnam).

Pour préserver l'ossature de l'équipe,



la direction a décidé de conserver plusieurs tauliers : le gardien de but Sofiane Khedaïria, les défenseurs Hamza Rebaï, Abdelali Guemroud, Abdelhafid Hagas, et Nabil Saâdou, le milieu offensif Chouaïb Debbih, ainsi que le milieu de terrain et capitaine Abdelhakim Sateur.

L'équipe poursuit sa préparation à Khenchela, au rythme de deux séances par jour, sous la conduite du nouvel entraîneur tunisien Hatem El-Missaoui.

L'USMK se rendra probablement en Tunisie pour effectuer un stage pré-compétitif.

L'USMK a bouclé la saison 2023-2024 à la 10e place avec 39 points, à sept longueurs du premier reléguable l'ES Ben Aknoun.

Les "Noir et Blanc" entameront le nouvel exercice à domicile face au vice-champion d'Algérie le CR Belouizdad, à l'occasion de la journée inaugurale prévue le 21 septembre prochain.

COMPÉTITIONS INTERCLUBS DE LA CAF 2024-2025

Début de la compétition vendredi prochain

Le coup d'envoi de la saison 2024/25 des compétitions inter-clubs de la CAF sera donné vendredi prochain, avec la participation de trois clubs algériens, tandis que l'USM Alger est exempté du premier tour préliminaire de la Coupe de la Confédération de football.

Outre l'USM Alger, ancien vainqueur de la Coupe de la Confédération, le football algérien sera représenté par un deuxième club dans cette compétition, le CS Constantine qui avait terminé le championnat de Ligue 1 Mobilis à la 3e place.

Les hommes de Kheireddine Madoui affronteront les Rwandais de Police FC le samedi 17 août au stade Chahid-Hamlaoui de Constantine (19h00) pour le compte du 1er tour préliminaire (aller).

La seconde manche se jouera le dimanche 25 août au Kigali Arena Stadium (15h00, heure algérienne). En Ligue des champions, le MC Alger (champion d'Algérie) et le CR Belouizdad (vice-champion), sont les deux représentants algériens dans cette lucrative compétition.

Le MCA affrontera les Libériens de Watanga FC, pour le compte du 1er tour préliminaire de la Ligue des champions, tandis que le CRB crociera le fer avec les Congolais de l'AC Léopards. Le deuxième tour préliminaire se jouera le 13 au 15 septembre pour la manche aller et du 20 au 22 septembre pour la manche retour, ce qui permettra de finaliser le processus du tirage au sort des phases de groupe.

Les 12 meilleures équipes du classement CAF, parmi lesquelles le champion en titre de la Ligue des Champions Al Ahly (Egypte) et le finaliste de la dernière édition Espérance (Tunisie), sont exonérées du premier tour éliminatoire. Ce même système s'applique à la Coupe de la Confédération, où douze clubs participants, dont le tenant du titre Zamalek, sont dispensés du premier tour.

Malgré le fait que les deux compétitions n'en soient qu'à leurs prémices, les passionnés de football africain peuvent s'attendre à des rencontres intéressantes. Les clubs de tout le continent mettront tout en œuvre pour se qualifier pour le deuxième tour, et finalement pour la phase de groupes des deux compétitions respectives.

Parmi les rencontres captivantes en Ligue des Champions, il faut noter l'affrontement entre les Young Africans, champions en titre de Tanzanie, et le Vital'O FC du Burundi. Les Egyptiens de Pyramids FC, qui ont connu une saison exceptionnelle l'année précédente, seront face au JKU SC de Zanzibar, tandis que les Sud-Africains d'Orlando Pirates FC, rencontreront Disciples FC de Madagascar.

Dans le cadre de la Coupe de la Confédération, les Zambiens de Zesco United affronteront les Zimbabwéens de Dynamos FC, une rencontre qui s'annonce captivante et pleine de suspense.

INTER-RÉGIONS (GR. OUEST)

Nomination d'un nouveau staff technique au WA Tlemcen (club)

Le WA Tlemcen sera dirigé par un nouveau staff technique lors de la prochaine saison (2024-2025), en tête l'entraîneur en chef Djilali Lakhdari, a-t-on appris mardi auprès de ce club pensionnaire du championnat inter-régions de football (Gr. Ouest).

Lakhdari sera assisté par Mohamed Houti, comme coach adjoint et de l'ancien international, Hichem Mezzair, qui sera chargé de la préparation des gardiens de buts, alors que Lyes Serir, lui, a été désigné au poste de préparateur physique, précise-t-on de même source.

Le nouvel entraîneur du "Widad" succède à l'ancien défenseur international, Kheireddine Kheris, qui avait dirigé les "Zianides", la saison passée, en compagnie de son ancien coéquipier dans ce même club et en sélection algérienne, Kamel Habri.

Les deux techniciens, qui ont réussi à atteindre les quarts de finale de la coupe d'Algérie, ont terminé le championnat à la troisième place, ce qui n'était pas suffisant pour les Bleu et Blanc pour retrouver la Ligue 2 qu'ils ont quittée lors de l'exercice d'avant.

Côté effectif, le WAT a déjà lancé son opération de recrutement, en engageant pas moins de cinq nouveaux joueurs, en l'occurrence le portier Sefioun Ahmed et l'attaquant Chat El Arbi (MC Saïda), le milieu de terrain Moussa Habis et l'attaquant Yacine Mebari (CR Ben Badis), ainsi que le défenseur central, Abdessamad Gounti (ES Ouled Mimoun), informe-t-on encore.

Une réunion a regroupé, au début de cette semaine, les responsables de la section football avec l'ensemble des membres du staff technique et les joueurs au cours de laquelle tout le monde s'est mis d'accord pour viser l'accession, selon la même source.

Pour rappel, il y a trois saisons, le WAT évoluait en Ligue 1, avant de signer deux relégations de suite pour se retrouver, depuis l'exercice dernier, en troisième palier.

RC RELIZANE

Faute de candidats, échec de la 4^e AG élective du club

L'assemblée générale élective du RC Relizane (Inter-régions de football), prévue pour lundi soir, n'a pas abouti à l'élection d'une nouvelle équipe dirigeante au titre du mandat olympique (2024-2028), a-t-on appris auprès de la direction locale de la jeunesse et des sports (DJS).

Il s'agit de la quatrième fois que le même scénario se reproduit, et ce, pour la même raison, à savoir l'absence des candidatures, aussi bien pour le poste de président du club que pour le bureau exécutif, a indiqué à l'APS, le premier responsable de la DJS, Fayçal Bouhadiba.

Le même interlocuteur, qui a regretté la situation dans laquelle se retrouve cette formation qui évoluait, il y a trois années en Ligue 1, a ajouté qu'il espérait éviter la mise en place d'un directeur, souhaitant "convaincre d'anciens dirigeants de venir au secours du club".

Le "Rapid", qui a signé deux relégations de rang depuis la saison 2021-2022, au terme de laquelle il avait quitté le championnat de l'élite, s'est difficilement maintenu en Inter-régions pour son premier exercice dans ce troisième palier, la saison dernière, rappelle-t-on.

APS

ES SÉTIF

3 candidats en lice pour le poste de président du club amateur (commission des candidatures)

Le président de la commission chargée de recueillir les candidatures en vue de l'élection du nouveau président du club amateur "Entente Sportive Sétifienne", a indiqué que trois candidats étaient en lice à la clôture, mardi après-midi, du délai légal de dépôt des candidatures.

M. Kamel Aichouche, désigné par l'Assemblée générale du club amateur "Entente Sportive Sétifienne" pour assumer la présidence de la commission des candidatures pour une durée de 10 jours, a précisé à l'APS que 3 dossiers "remplissant toutes les conditions", déposés par M.M. Zakaria Kherra, Hicham Bouaoud et Salim Chencheni, ont été retenus en vue de succéder à Kamel Lafi dont le mandat a pris fin.

M. Aichouche a également fait savoir que l'élection du nouveau président du club amateur aura lieu jeudi soir au club des loisirs scientifiques de la cité El Bez. De son côté, M. Fahd Halfaya, ancien président du club professionnel de



l'ES Sétif (ligue 1 Mobilis de football), et président de la commission de recours, a affirmé "qu'aucun appel ou réclamation n'a été enregistré" et que l'opération de recueil des candidatures s'est déroulée "dans de bonnes conditions".

De nombreux supporters du club phare des Hauts plateaux, parmi ceux que l'APS a approchés, attendent du nouveau président du club amateur qu'il fasse revivre les disciplines sportives tombées en désuétude ou carrément abandonnées, telles que l'athlétisme, le basket-ball, le handball, le volley-ball, les sports de combat et autres, d'autant, argumentent-ils, que l'équipe professionnelle de football est prise en charge par le groupe Sonelgaz.

LIGUE 1 MOBILIS (TRANSFERTS)

Le NC Magra annonce ses deux premières recrues estivales

Le NC Magra, pensionnaire de la Ligue 1 Mobilis de football, a annoncé mardi l'arrivée de ses deux premières nouvelles recrues estivales, en vue de la saison 2024-2025 qui débutera le 21 septembre prochain.

Il s'agit des deux attaquants: Fayek Amrane (JS Kabylie) et Akram Demmane (ES Mostaganem), a indiqué le "Nedjm" dans un communiqué publié sur sa page officielle Facebook.

Dans l'objectif de préserver l'ossature de l'équipe, la direction a conservé plusieurs tauliers: le gardien de but Mohamed Chérif, les défenseurs Aymen Attou, Chamseddine Lekhal, Mohamed Merouani, les milieux de terrain Zakaria Khemoukh et Fouad Hadad, ainsi que le buteur maison Hamza Demmane, précise la même source.

L'équipe a entamé jeudi dernier un stage bloqué de

dix jours à Bordj Bou Arreridj. Les joueurs du président Azzedine Bennacer ont élu domicile à l'hôtel Tergui Palace.

La direction du NCM n'a pas encore dévoilé le staff technique qui dirigera l'équipe la saison prochaine.

Le NCM a bouclé le précédent exercice 2023-2024 à la 11^e place au classement final, en compagnie du MC El-Bayadh, avec 38 points chacun, à six longueurs du

premier relégué l'ES Ben Aknoun. Les "Bleu et Blanc" entameront la nouvelle saison en déplacement face au nouveau promu l'Olympique Akbou.

Le NCM accueillera l'USM Alger lors de la 2^e journée à huis clos, en raison de la sanction infligée par la commission de discipline de la Ligue de football professionnel (LFP) au terme de la saison dernière, assortie d'une amende de 800.000 dinars.

Le Camerounais Wamba file au club émirati d' Al-Wahda FC

L'attaquant camerounais du CR Belouizdad (Ligue 1 algérienne de football) Leonel Wamba, s'est engagé avec Al-Wahda FC, a annoncé le club pensionnaire de la division 1 émiratienne de football mardi sur ses réseaux sociaux.

"Le club a recruté Wamba en provenance du CR Belouizdad en tant que joueur résidant, dans la cadre de la stratégie du club à renforcer l'effectif par des jeunes talents. Le Conseil d'administration tient à souhaiter la bienvenue à Wamba, en terre des champions, tout en lui souhaitant beaucoup de succès et de réussite", a indiqué Al-Wahda FC, sans dévoiler la

durée du contrat. Al-Wahda FC, 5^e au classement final du précédent exercice, débutera la nouvelle saison 2024-2025 du championnat émirati le 23 août à domicile face à Ajman, à l'occasion de la 1^{re} journée.

Wamba (21 ans) avait rejoint le Chabab Belouizdad en 2022 pour un contrat de trois saisons, en provenance du FK Spartaks Jurmala (Div.1/Lettonie), réussissant à marquer 17 buts en championnat en deux saisons avec le club de Laâquiba, remportant le titre du championnat 2023 et la Coupe d'Algérie 2024. Le staff technique du CRB a décidé de se passer de

Wamba, suite au renforcement du secteur offensif avec l'arrivée de l'ancien attaquant de l'USM Alger Aymen Mahious, à titre de prêt en provenance d'Yverdon-Sports FC (Suisse), l'avant-centre sud-africain Mayo Khanyisa (ex-Cape Town City/ Div.1 sud-africaine), et Arezki Hamroune (ex-Pharco FC/ Egypte). Le CRB devrait engager un ou deux joueurs étrangers avant la clôture de la période des transferts d'été, fixée au 10 septembre prochain. La Fédération algérienne de football (FAF) a décidé d'augmenter à 5 le nombre de joueurs étrangers à recruter par chaque club de la Ligue 1.

AMICAL

Le Barça sombre contre Monaco

Le FC Barcelone s'est incliné 3-0 face à l'AS Monaco lundi lors du dernier match de préparation du club catalan, à cinq jours de ses débuts en Liga. L'entraîneur allemand Hansi Flick dirigeait son premier match à domicile depuis sa nomination en mai, mais après de bons résultats lors de sa tournée américaine, dont une victoire face au Real Madrid, les Catalans se sont effondrés au Stade olympique à l'occasion du tradi-

tionnel Trophée de pré-saison Joan Gamper. A cinq jours de la première journée de la Ligue 1, Monaco, qui recevra Saint-Etienne samedi, a montré une organisation très solide, dans un 4-4-2 novateur. Les Monégasques ont pris l'avantage en début de seconde période grâce au milieu sénégalais Lamine Camara (50^e) avant que le buteur suisse Brael Embolo, bien servi par Takumi Minamoto, ne double rapidement la mise

d'une jolie balle piquée (57^e). Côté catalan, İlkay Gundogan est sorti après avoir reçu un coup à la tête, tandis que Flick a fait appel à la jeune star espagnole de l'Euro-2024, Lamine Yamal, pour tenter de redonner vie à un Barça sans idées. L'ailier de 17 ans s'est brièvement montré en jambes, mais les supporters ont fini par siffler leur équipe après que le jeune Christian Mawissa a inscrit le troisième but monégasque en fin de

match (86^e). Le FC Barcelone, qui cherche à reprendre le titre de champion d'Espagne à son grand rival le Real Madrid, entame sa campagne de Liga samedi par un déplacement difficile à Valence. Les Madrilènes de Carlo Ancelotti, qui ont réalisé le doublé championnat-Ligue des champions la saison dernière, entament leur campagne nationale dimanche contre Majorque, avec l'apport de la superstar française Kylian Mbappé.

**LEIPZIG
NUSA, C'EST
SIGNÉ**

Le RB Leipzig a recruté l'ailier du FC Bruges, Antonio Nusa (19 ans, 46 apparitions et 4 buts toutes compétitions pour la saison 2023-2024), pour compenser le départ de Dani Olmo au FC Barcelone. Le Norvégien s'est engagé pour les cinq prochaines saisons avec le club allemand, soit jusqu'en juin 2029. Le montant du transfert est estimé entre 20 et 22,5 millions d'euros.



**MILAN
EMERSON
A BIEN SIGNÉ**

Trois ans après son arrivée en Angleterre, le Brésilien Emerson (25 ans, 22 matchs et 1 but en Premier League pour la saison 2023-2024) quitte les Spurs de Tottenham. Le latéral droit s'est officiellement engagé avec le Milan AC pour quatre ans, plus une année supplémentaire en option. Le transfert de l'ancien joueur du FC Barcelone est estimé à 15 millions d'euros hors bonus.



**ARABIE SAOUDITE
1 MDE
PROPOSÉ À
VINICIUS ?**

Révélu lundi, l'intérêt de l'Arabie Saoudite pour l'attaquant du Real Madrid Vinicius Junior (24 ans, 26 matchs et 15 buts en Liga pour la saison 2023-2024) est confirmé ce mardi par Reuters. Mais contrairement à The Athletic, qui évoquait un refus du joueur, l'agence de presse explique que le Brésilien serait à l'écoute de la proposition formulée par le Fonds d'investissement public saoudien (PIF) : un contrat de cinq ans, rémunéré à 200 millions d'euros par saison ! Soit la possibilité de gagner 1 milliard d'euros sur la durée totale du bail. Toujours d'après la même source, le Brésilien aurait autorisé les dirigeants saoudiens à approcher le Real Madrid. En Espagne, AS précise d'ailleurs que le président madrilène Florentino Pérez a repoussé une approche saoudienne. Mais le quotidien espagnol et Relevo indiquent qu'une offre supérieure au transfert record de Neymar (222 M€ pour signer au PSG) serait en préparation. Elle devrait être formulée par Al-Ahli. Pour rappel, Vinicius dispose d'une clause libératoire fixée à 1 milliard d'euros.



**MAN UTD
WAN-BISSAKA
FILE À WEST
HAM**

C'était attendu, c'est désormais officiel : Aaron Wan-Bissaka (26 ans, 22 matchs en Premier League pour la saison 2023-2024) quitte Manchester United pour rejoindre West Ham, avec qui il a signé un contrat de sept ans, soit jusqu'en 2031, ce mardi. Un transfert qui va rapporter 17,5 millions d'euros aux Red Devils.



**LIVERPOOL
ZUBIMENDI A
CHANGÉ D'AVIS**

Dans le football, et plus particulièrement en période de mercato, la vérité d'un jour est rarement celle du lendemain. Ce n'est pas Liverpool qui dira le contraire suite au feuilleton Martin Zubimendi (25 ans, 31 matchs et 4 buts en Liga pour la saison 2023-2024). Annoncé d'accord avec les Reds, le milieu de terrain va finalement rester à la Real Sociedad, selon les informations de Sky Sports. Comme l'expliquent nos confrères britanniques, l'international espagnol a dit non au récent 3e de Premier League pour poursuivre l'aventure avec la formation basque, qui lui a proposé un nouveau contrat, aux conditions salariales plus avantageuses. Cette prolongation attendue devrait faire disparaître sa clause de départ actuelle, fixée à 60 millions d'euros.



**ATLETICO
CHELSEA
PROPOSE 65
M€ POUR
FÉLIX**

Suite à l'échec du transfert de Samu Omorodion, Chelsea travaille bien sur le retour de l'attaquant Joao Félix (24 ans, 30 matchs et 7 buts en Liga pour la saison 2023-2024). Le Portugais a déjà évolué chez les Blues lors d'un prêt en 2023 (20 matchs et 4 buts). Pour le faire revenir, le club londonien aurait formulé une offre de 65 millions d'euros à l'Atletico Madrid, annonce le média portugais O Jogo. Suffisant pour convaincre les Colchoneros ? Affaire à suivre...



ALGÉRIE - NIGER

Entretiens élargis entre le président de la République et la délégation de la République du Niger

Le président de la République, M. Abdelmadjid Tebboune, a eu, hier à Alger, des entretiens élargis avec la délégation de la République du Niger, conduite par le Premier ministre, M. Ali Mahaman Lamine Zeine.

Étaient présents à ces entretiens du côté algérien, le Chef d'Etat-Major de l'Armée nationale populaire, le Général d'Armée, M. Saïd Chanegriha, le ministre des Affaires étrangères et de la Communauté nationale à l'étranger, M. Ahmed Attaf, le directeur de Cabinet à la Présidence de la République, M. Boualem Boualem, ainsi que des membres du Gouvernement.



DÉCÈS DU DOYEN DE LA FAMILLE AL-SABAH

Le président Tebboune présente ses condoléances à l'Emir de l'Etat du Koweït

Le président de la République, M. Abdelmadjid Tebboune, a adressé, mardi, un message de condoléances à l'Emir de l'Etat du Koweït frère, son Altesse Cheikh Mechaal Al-Ahmad Al-Jaber Al-Sabah, suite au décès du doyen de la famille Al-Sabah, Cheikh Salem Al-Ali Al-Sabah.

"Altesse et cher frère, j'ai appris avec une immense tristesse le décès du doyen de la famille Al-Sabah, Cheikh Salem Al-Ali

Al-Mubarak Al-Sabah après un riche parcours au service de l'Etat du Koweït frère", lit-on dans le message de condoléances.

"En cette douloureuse épreuve, je présente à votre Altesse et, à travers vous, à toute la famille des Al-Sabah, mes sincères condoléances, vous assurant de notre sympathie et de notre compassion et priant Allah Tout-Puissant d'accorder au défunt Sa sainte miséricorde et de l'accueillir en

Son vaste paradis et de vous prêter, ainsi qu'à vos proches, patience et réconfort et de vous préserver de tout malheur", a écrit le président de la République dans son message.

"Tout en vous réitérant mes sincères condoléances, veuillez croire, Altesse et cher frère, à l'expression de mes sentiments les plus respectueux", a ajouté le président de la République.

24 MORTS DANS UN EFFONDREMENT À KAMPALA

Le président de la République présente ses condoléances à son homologue ougandais

Le président de la République, M. Abdelmadjid Tebboune, a adressé, lundi, un message de condoléances à son homologue ougandais, M. Yoweri Museveni, suite à un effondrement dans la banlieue de la capitale Kampala dans lequel 24 personnes ont péri et des dizaines d'autres ont été blessés.

"Monsieur le président et cher frère, c'est avec une immense tristesse et une profonde affliction que j'ai appris la nouvelle du terrible effondrement survenu dans la banlieue de la capitale Kampala, dans lequel 24 citoyens ougandais, dont des enfants, ont péri, et des dizaines d'autres ont été blessés", lit-on dans le message de con-

dolesances. "En cette douloureuse épreuve, je vous présente ainsi qu'au Gouvernement ougandais, et, à travers vous, aux familles des victimes, en mon nom personnel et au nom du peuple et du Gouvernement algériens, mes sincères condoléances, vous assurant de notre solidarité et de notre compassion et souhaitant un prompt rétablissement aux blessés", a écrit le président de la République dans son message. "Tout en vous réitérant nos sincères condoléances, veuillez croire, Monsieur le président et cher frère, en l'expression de notre très haute considération et de notre profond respect", a ajouté le président de la République.

ALGÉRIE - PALESTINE

L'Etat de Palestine salue hautement les efforts de l'Algérie au Conseil de sécurité pour mettre fin à l'agression sioniste contre la bande de Ghaza (Riyad Mansour)

Le représentant permanent de la Palestine auprès des Nations Unies, l'ambassadeur Riyad Mansour, a salué les efforts de l'Algérie, notamment au sein du Conseil de sécurité de l'ONU visant à condamner l'occupation sioniste pour ses crimes contre le peuple palestinien et à mettre fin à l'agression inique contre la bande de Ghaza, mettant en avant la demande de l'Algérie de la tenue d'une réunion d'urgence et ouverte du Conseil de sécurité, mardi, concernant le massacre à l'école Al-Tabaen au quartier Al-Daraj à Ghaza.

"Nous sommes infiniment reconnaissants pour les efforts fraternels de l'Algérie au sein du Conseil de sécurité de l'ONU et nous œuvrons de concert dans les fora internationaux en faveur de la cause palestinienne, en vue de mettre fin à l'agression sioniste criminelle menée contre le peuple

palestinien, notamment dans la bande de Ghaza", a déclaré l'ambassadeur Riyad Mansour à l'APS.

Et d'ajouter: "Nous coordonnons et œuvrons avec l'Algérie, pays frère, à travers son représentant permanent auprès des Nations Unies, M. Amar Bendjama afin d'y parvenir", soulignant que la réunion d'urgence et ouverte, demain au Conseil de sécurité, afin que le Conseil de sécurité assume sa responsabilité dans la condamnation du massacre qui a eu lieu à l'école Al-Tabaen au quartier Al-Daraj, samedi, et qui a fait plus de 100 martyrs et des dizaines de blessés. "Cette réunion d'urgence intervient pour que le Conseil de sécurité mette également en œuvre ses résolutions pertinentes, en particulier la résolution 2735 appelant à un cessez-le-feu immédiat, à la poursuite de ceux qui maltraitent les pri-

sonniers et les détenus, et à leur reddition de comptes", a poursuivi le diplomate palestinien. L'ambassadeur palestinien a souligné la nécessité de tenir le régime sioniste responsable du crime odieux de l'école "Al-Tabaen" et de tous les autres crimes de guerre qu'il a commis et continue de commettre depuis plus de 300 jours, ainsi que des crimes contre l'humanité perpétrés contre le peuple palestinien tout au long des années de cette occupation illégale et inhumaine.

Enfin, il a appelé la communauté internationale à mettre fin à l'agression sioniste injuste contre le peuple palestinien, affirmant que le peuple palestinien paie aujourd'hui le prix de l'échec de la communauté internationale à contraindre l'occupation à respecter le droit international.

REPRÉSENTATION DE L'AFRIQUE AU CONSEIL DE SÉCURITÉ

L'Algérie plaide pour redresser le tort historique infligé au continent

Le Secrétaire général du ministère des Affaires étrangères et de la Communauté nationale à l'étranger, M. Lounès Magramane, a réitéré, lundi à New York, la conviction de l'Algérie quant au besoin du Conseil de sécurité de l'ONU, aujourd'hui, de la voix africaine, appelant à la nécessité de redresser le tort historique infligé au continent qui manque d'une représentation efficace au Conseil.

M. Magramane s'exprimait lors de sa participation à un débat de haut niveau au Conseil de sécurité de l'ONU intitulé "Redresser le tort historique et renforcer la représentation efficace de l'Afrique au Conseil de sécurité des Nations unies", présidé par le président de la République de Sierra Leone, M. Julius Maada Bio, en sa qualité de président du Conseil de sécurité pour le mois d'août 2024. A l'entame de son allocution, M. Magramane a transmis les salutations du président de la République, M. Abdelmadjid Tebboune ainsi que ses meilleurs vœux de succès pour ce débat, à son homologue sierra-léonais, coordonnateur du Comité des dix de l'Union africaine (C10), sur la réforme du Conseil de sécurité des Nations unies.

M. Magramane a présenté une analyse de la conjoncture régionale et internationale, lourde de défis et de risques menaçant la paix et la sécurité internationales, face à "une paralysie quasi totale du Conseil de sécurité de l'ONU incapable de mettre un terme ou de freiner, au moins, les politiques du fait accompli et les mesures unilatérales". Le continent africain a "tant souffert de cette triste réalité qui s'impose notamment dans la région du Sahel", a-t-il déploré, rappelant dans le même contexte "la souffrance continue du peuple du territoire du Sahara Occidental occupé depuis plus de 50 ans, et la tragédie que vivent nos frères Palestiniens dont la situation s'aggrave, de jour en jour, au vu de la guerre génocidaire menée par les autorités d'occupation contre le peuple palestinien depuis plus de 10 mois consécutifs, à cause de l'incapacité du Conseil de sécurité à dissuader l'occupant israélien pour ses crimes".

M. Magramane a en outre exprimé "la conviction de l'Algérie quant au besoin du Conseil de sécurité aujourd'hui de la voix africaine, la voix de la sagesse, de l'engagement et de la responsabilité", rappelant la position africaine basée sur les principes contenus dans "le Consensus d'Ezulwini" et la "Déclaration de Syrte", étant le seul et principal cadre référentiel.

Par ailleurs, le représentant de l'Algérie a passé en revue dans son allocution les résultats ayant couronné la 11e réunion ministérielle du Comité des dix chefs (C10) d'Etat et de Gouvernement de l'Union Africaine (UE), abrégée par l'Algérie en juin dernier, qui avait appelé à redresser le tort historique infligé au continent africain, étant le seul continent ne jouissant pas de la qualité de membre permanent au Conseil de sécurité et le moins représenté dans la catégorie des membres non permanents au sein de cet organe.

Les conclusions de cette réunion ont également mis en avant la nécessité de rétablir l'efficacité du Conseil de sécurité et sa capacité à agir face aux risques croissants qui menacent la paix et la sécurité internationales. Les résultats ont souligné également la nécessité d'inclure toutes les questions relatives aux méthodes de travail du Conseil et le recours au droit de veto, dans la réforme du Conseil de sécurité onusien.

Les membres permanents doivent, quant à eux, afficher expressément leur soutien et leur engagement au processus de réforme en répondant concrètement aux aspirations légitimes du continent africain. Le SG du ministère des Affaires étrangères et de la Communauté nationale à l'étranger, a réaffirmé l'attachement et l'engagement immuables de l'Algérie à la position africaine commune, ainsi que son engagement, en tant que membre non-permanent du Conseil de sécurité de l'ONU, à être une voix sincère au service du continent africain. Ce débat a vu la participation du secrétaire général de l'ONU, Antonio Guterres, le Président de l'Assemblée générale des Nations-unies Dennis Francis, outre plusieurs autres ministres et hauts responsables.

DIPLOMATIE

M. Magramane tient des rencontres bilatérales à New York

Le Secrétaire général du ministère des Affaires étrangères et de la Communauté nationale à l'étranger, M. Lounès Magramane, a eu, lundi à New York, des entretiens bilatéraux avec le ministre des Relations internationales et de la Coopération de la Namibie, Peva Mus-helenga, et le Sous-secrétaire d'Etat parlementaire aux Affaires étrangères, au Commonwealth et au Développement du Royaume-Uni, Lord Collins of Highbury.

Ces entretiens ont eu lieu en marge de la participation de M. Magramane au débat de haut niveau au Conseil de sécurité sur les moyens de remédier à l'injustice historique et de renforcer la représentation effective de l'Afrique au sein de cet organe des Nations

Unies. Les entretiens avec le ministre namibien des Relations internationales ont porté sur les moyens de développer les relations bilatérales et de les hisser au niveau des relations politiques entre les deux pays. Les deux parties ont également procédé à un échange de vues sur les principales questions régionales et internationales d'intérêt commun. Les entretiens avec Lord Collins of Highbury ont, quant à elles, permis de souligner la nécessité de renforcer la coordination sur l'ensemble des questions internationales d'intérêt commun, y compris au niveau du Conseil de sécurité, et d'œuvrer au renforcement des relations bilatérales dans divers domaines de coopération.